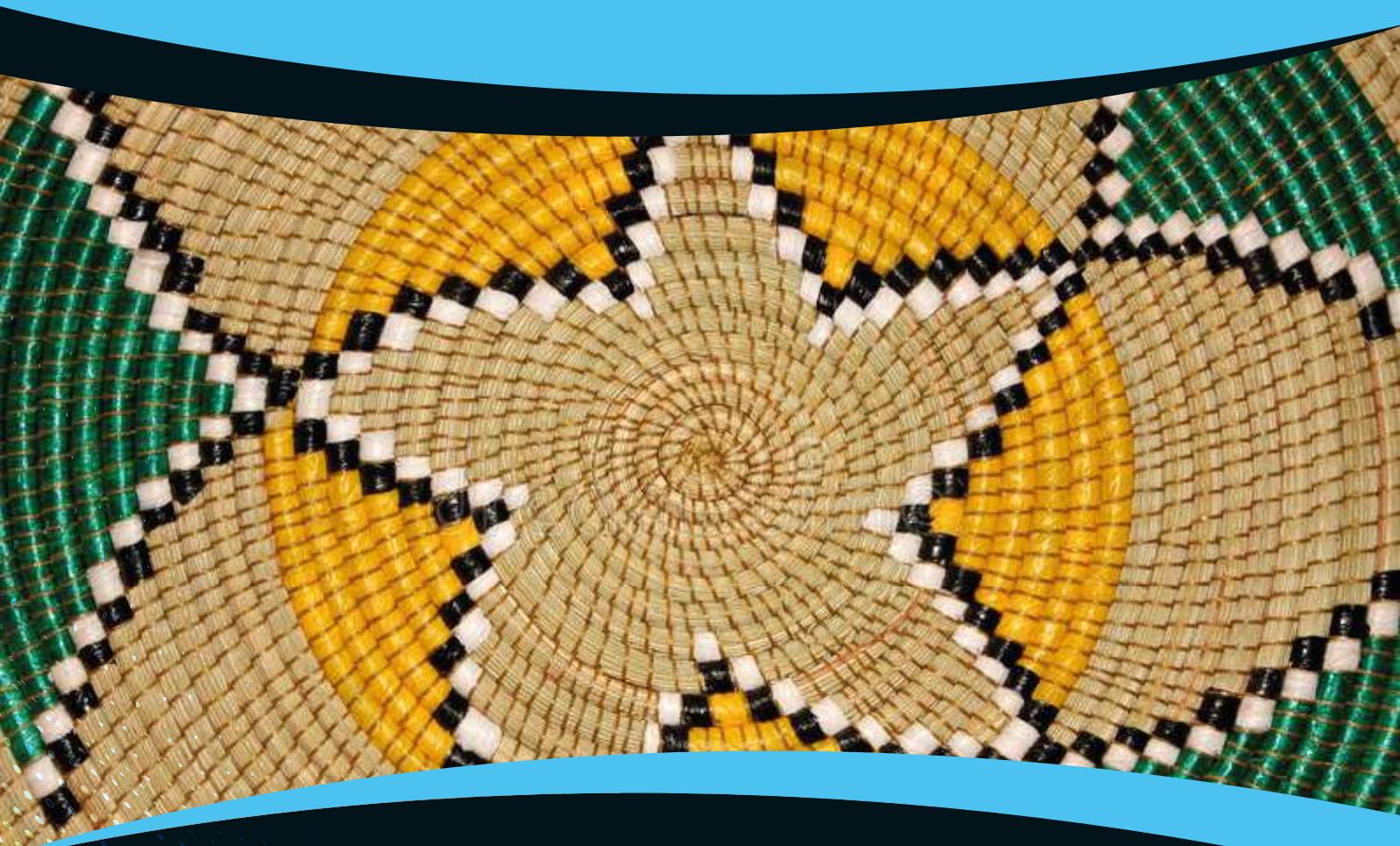


#CitizenLegs

Une initiative de



RAPPORT DE CAPITALISATION

#CitizenLegs – L'engagement participatif par le digital

Juillet 2020

Ce document est produit avec l'appui de la Fondation HEINRICH BÖLL

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
DAKAR
Sénégal

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
AVANT-PROPOS	4
PRÉSENTATION JÉADER - PRÉSENTATION LEGS-AFRICA	5
EQUIPE DE CITIZEN LEGS	6
NOTE INTRODUCTIVE	7
Quel modèle économique après Covid-19 pour l'Afrique ?	8
Pratiques religieuses en période de crise sanitaire	11
Quelles stratégies de gestion pour les entrepreneurs en période de crise ?	14
Sécurité ou liberté pendant et après Covid-19	16
Covid-19 et intégration africaine : menaces et opportunités	18
Réinventer l'éducation en Afrique	20
Effets de la pandémie à Covid-19 sur le tourisme et l'industrie culturelle	24
Participation des entreprises dans l'effort de guerre	27
Financement et entrepreneuriat	30
Gouvernance des ressources minérales : impact de la Covid-19 et nouveaux défis	33
Enjeux et opportunités de l'intelligence artificielle	35
Entrepreneuriat agricole : vers un retour à l'agroécologie après la pandémie à Covid-19 ?	37
Session spéciale présidentielle	39
RECOMMANDATIONS	43
BIOGRAPHIES	49
Mamadou Lamine BA	50
Mamadou KANE	50
Dr Cheikh GUEYE	51
Abbé Alphonse NDOUR	51
Ibrahima Nour Eddine DIAGNE	52
Isiba KOBASSOU	52
Dr. Gilles Olakounlé YABI	53
Amina DIAGNE	53
Pr. Mary Teuw NIANE	54
Insa TOURE	54
Elias W. BA	55
Alioune Badara PAYE	55

Elhadji Ahm Demba BA GAHN	56
Lamba KA	56
Alioune GUEYE	57
Mamadou NDOYE	58
Oumy Regina SAMBOU	59
Dr Ousmane CISSE	60
Souleymane AGNE	61
Yacine YADE	62
ANNEXES	63

AVANT-PROPOS

Chers lecteurs, que la paix et la santé soient avec vous !

Nous vous présentons la deuxième édition des rapports de capitalisation des sessions de conférences en ligne #CitizenLegs. Le présent document est la restitution de la deuxième série de douze sessions, complétée par une session spéciale, lors de laquelle nous avons eu le privilège de recevoir un ancien président de la république du Cap-Vert, le commandant Pedro Pires. Ces sessions ont été organisées entre le 08 Juin et le 20 juillet 2020. Déjà à la date du 10 Juillet, #CitizenLegs a fait l'objet de 4 591 posts dans les réseaux sociaux, provoqué 6861 engagements, touché 1 163 994 personnes et suscité 25 038 829 impressions.

Malgré les mesures de riposte et la communication tous azimut, la pandémie à Covid-19 qui continue de faire des ravages à travers le monde, s'est aussi révélée plus agressive dans certains pays en Afrique, dont le Sénégal. A date, elle a touché plus de onze mille sénégalais officiellement déclarés malades et a causé plus de deux cents cinquante décès. Malgré les mesures d'assouplissement qui ont été prises par les gouvernements, notamment au Sénégal, la menace est persistante, alors que les populations baissent la garde.

Au regard de la baisse générale de l'activité économique partout à travers le monde, les projections de croissance pour l'année 2020 au Sénégal, de l'ordre de 6% du PIB, ont été révisées à la baisse. Le Fonds Monétaire International entrevoit maintenant une croissance de 1,1%. Dans un contexte de déclin des flux d'échanges commerciaux et financiers, et où donc chaque pays doit développer ses propres stratégies de sortie de crise, il est important de se pencher sur les mesures prises par les Etats, surtout sur le plan économique et social. Une meilleure compréhension des réalités structurelles sectorielles associée à une appréciation objective des nouveaux enjeux dans ce contexte de pandémie permet de mieux envisager l'avenir et d'orienter les politiques publiques.

La réflexion in situ est donc utile. L'équipe de #CitizenLegs mise en place par l'association JEADER et le Think tank LEGS-Africa, a ainsi identifié des thématiques diversifiées pour poursuivre la réflexion dans le cadre de ses conférences en ligne qui sont organisées via la plateforme technologique zoom et à travers les réseaux sociaux : Twitter, Facebook, Instagram et LinkedIn.

Nous tenons encore à remercier les vingt et six intervenants des treize sessions qui ont composé cette deuxième série de conférences en ligne. Nous remercions également toute l'équipe de volontaires qui travaillent depuis le début, avec rigueur et professionnalisme dans la préparation et la réalisation des sessions. Nous vous donnons rendez-vous à la fin de la troisième série sur d'autres thématiques, et une autre édition de ce rapport de capitalisation.

D'ici là, n'oubliez pas d'observer la distance physique, de porter vos masques et de vous laver les mains fréquemment.

Elimane Haby KANE

Président LEGS-Africa

Mame Fanta DIALLO

Présidente JEADER

PRÉSENTATION JEADER

L'association **JEADER** (Jeunes Entrepreneurs Africains œuvrant pour le Développement Économique Régional), créée en 2014 est une organisation sénégalaise qui vise à former la prochaine génération de Leaders en Afrique, à travers l'Entrepreneuriat. Leur mission tourne autour de 07 programmes que sont :

- **AYOO NENE / ACTIONS SANTE** : Pour l'accompagnement des pouponnières, Daaras & Orphelinats ;
- **GRAINES D'ENTREPRENEURS** : Pour l'accompagnement des High Potential depuis le collège / lycée ;
- **CARAVANE APPRENDRE ET ENTREPRENDRE** : Délocalisation des actions de JEADER dans les zones rurales afin d'identifier les opportunités économiques ;
- **JIGEENINDER** : Pour l'appui aux femmes dans leur développement personnel et leur initiation à l'entrepreneuriat ;
- **FORMATION / GET-2-GET-THERE** : Pour la formation, l'accompagnement et l'introduction de Modèles, aux Jeunes Entrepreneurs ;
- **CITIZEN / DIGITAL** : une initiative citoyenne qui vise à promouvoir une démarche participative chez les citoyens ;
- **BAYDUNDEE / ENERGIE/ENVIRONNEMENT** : pour la promotion du consommateur local et le développement des énergies renouvelables.

SITE WEB : www.jeader.club

PRÉSENTATION LEGS-AFRICA

LEGS-Africa (Leadership, Ethique, Gouvernance et Stratégies pour l'Afrique) est un « think tank » regroupant une nouvelle génération d'Africains dont l'ambition est de promouvoir la citoyenneté de transformation en Afrique. C'est à dire un nouveau type de rapport entre l'homme africain et son sentiment d'appartenance à une entité géographique, politique, économique et culturelle viable, s'exprimant dans l'unité et prêt à agir pour apporter des changements profonds induits par une stratégie collectivement élaborée et largement partagée.

Il s'agit de célébrer de nouveaux types de comportements favorables à une nouvelle vision de l'Afrique et d'identifier, d'approfondir et de vulgariser les initiatives de rupture et les positions politiques et économiques qui prennent en charge les intérêts de l'Afrique dans le monde.

Fondée en 2013, l'association a pour buts de : contribuer à l'émergence d'un nouveau type de leadership pour l'éthique et la gouvernance, à partir d'une meilleure connaissance de l'Afrique (1); promouvoir une citoyenneté africaine à travers des programmes d'échanges, des rencontres et des projets d'action collective entre les porteurs d'initiatives citoyennes de transformation économique et sociale par le biais du partage et de la diffusion de valeurs communes (2) ; concevoir et mettre en œuvre des stratégies à travers des actions de plaidoyer et des programmes structurants en vue de l'amélioration significative du cadre de vie des Africains (3); favoriser le dialogue entre Africains pour identifier ensemble des projets de société et bâtir des consensus capables d'impulser la refondation des Institutions et la réalisation des Etats Unis d'Afrique (4).

@legs-Africa

www.legs-africa.org

ÉQUIPE DE CITIZEN LEGS



Elimane Haby KANE

Psycho-sociologue
Manager
Consultant indépendant
Président de Legs Africa

@ElimaneH
 Dialagui Kane



Mame Fanta DIALLO

Sociologue
Présidente de JEADER

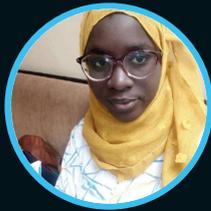
@mafantadiallo
 Fanta Diallo



Ndeye Absa GNINGUE

Fondatrice de JEADER
CEO ABC
(Aduuna Bul Comprendre)
Chief Happiness Officer

@NdeyeAbsaGningue
 N. Absa GNINGUE



Dieynaba KANE

Politiste
Stagiaire à LEGS Africa

@DebboKurum



Rokhaya DIEYE

Marketing - Communication
LEAD Sénégal

@Roxayad1



Mohamed NIASSE

CEO ManagersProd

@mhdniasse



Makhady Birima SAMB

Social Media Manager
Co-fondatrice LASIA Sénégal

@KhadidiatouFSAM



Abraham NIASSE

Informaticien

@CabralistaMax



Djiby NDIAYE

Infographiste
Web Designer
Community Manager

Djiby NDIAYE
 @Djiby_Ndiaye_

NOTE INTRODUCTIVE

Cette deuxième série des conférences en ligne est composée de douze sessions thématiques et d'une session spéciale dite présidentielle car ayant accueilli un ancien président de la République, qui est un acteur et témoin des luttes pour la libération des peuples africains de la domination coloniale, vers la souveraineté internationale. Avec le Président Pedro Pires et le Professeur Abdoulaye Bathily, historien et non moins combattant pour la liberté et la démocratie, nous avons voulu revisiter le chemin parcouru depuis les indépendances en interrogeant le legs des générations pionnières aux nouvelles générations. Raison pour laquelle, cette session spéciale a été une occasion d'avoir un dialogue intergénérationnel sur le leadership et les politiques publiques mises en œuvre depuis les indépendances pour favoriser le développement du continent. A cet effet, nous avons associé deux jeunes africains engagés soit en politique, soit dans les sphères extérieures à l'état, la société civile, pour croiser les aspirations nouvelles aux motivations militantes des années 60-70, à la lumière des enseignements de la pandémie à coronavirus.

Cette session permettait aussi de boucler une riche saison lors de laquelle nous avons pu échanger avec de brillants invités, spécialistes et acteurs de leurs domaines respectifs, sur des questions économiques relatives aux paradigmes de l'investissement, à la contribution du secteur privé au développement, aux effets de la pandémie à Covid-19 sur l'entrepreneuriat, mais aussi aux défis et enjeux pour l'agroécologie, comme modèle alternatif. Cette saison s'est aussi intéressée aux politiques et pratiques éducatives en Afrique, aux niveaux défis comme l'intelligence artificielle. Les questions de sécurité soulevées par les effets de la pandémie ont également été évoquées, tout comme les pratiques religieuses dans ce contexte de pandémie, qui ont eu des implications majeures dans la gestion de la crise. Enfin la question africaine de l'intégration a été aussi au rendez-vous de cette série, sous l'angle de l'appréciation des comportements des institutions d'intégration régionale et sous-régionale. En définitive, diverses questions ont été soulevées, sans manquer de définir des pistes de solutions pour relever les nombreux défis de l'heure.

Cette série vient donc rallonger la liste des recommandations déjà édictées dans la première édition, en vue de préparer des initiatives conséquentes aussi bien de la part des institutions politiques, que des citoyens dans une perspective de co-construction d'une nouvelle Afrique, qui doit se donner tous les moyens de survivre à cette pandémie, en y puisant les opportunités d'une nouvelle approche du développement basée sur la libération des énergies locales et la justice sociale. Le rapport comprend deux parties. Une première partie qui présente la synthèse des treize sessions et une seconde partie où sont présentées les biographies des intervenants. La prochaine édition reviendra sur d'autres sujets aussi intéressants, toujours dans la finalité de mieux comprendre les enjeux et défis de l'heure et de proposer des voies endogènes et autonomes de les maîtriser et les relever définitivement.

QUEL MODÈLE ÉCONOMIQUE APRÈS COVID-19 POUR L'AFRIQUE ?

Mamadou Lamine BA

La pandémie à Covid-19 est non seulement venue pour remettre en cause les bonnes prévisions sur les perspectives économiques du continent (50% des 30 pays à forte croissance devraient être africains), mais surtout, pour offrir l'opportunité à la génération actuelle de bâtir un véritable modèle économique pour faire de l'Afrique un champion dans son propre marché continental dominé à 80% par des multinationales étrangères.

Crise Sanitaire vs Chocs Economiques

Les conséquences de la crise sur le continent sont moins sanitaires qu'économiques.

Les chocs économiques provoqués par la COVID-19 se manifestent à travers différents canaux. Toutefois, il est difficile d'en mesurer l'ampleur et l'impact réels, même si des estimations existent. En effet, confinement, première variable de choc, a produit des effets de verrouillage qui perturbent l'activité économique, principalement le commerce de détail, le secteur touristique, les services personnels et le transport. Mais, ces impacts directs sont induits dans tous les secteurs. Il en découle ainsi une série de chocs économiques :

- Un choc de la demande à grande échelle qui touche particulièrement l'industrie textile, des biens durables et les entreprises dépendantes de l'exportation ;
- Un choc de l'offre se traduisant d'une part, par la baisse de la main-d'œuvre et des intrants intermédiaires, et d'autre part, par le dérèglement des chaînes de valeurs mondiales et de la disponibilité et du coût de la logistique ;
- Un choc financier qui réduit les possibilités de financement.

Ces différents chocs ont contribué à instaurer un climat d'incertitude qui affecte profondément les perspectives d'investissement.

Plans de ripostes/résilience

A toutes les échelles de gouvernance, des initiatives ont été amorcées pour coordonner la gestion de la crise.

Ainsi, aux niveaux continental et régional, l'Africa COVID Task Force, piloté par l'ivoirien Tidiane THIAM, est constitué pour apporter une réponse africaine coordonnée en faisant appel à la solidarité internationale. Les Afrochampions, de leur côté, ont consenti à mettre en place un Fond COVID-19 confié à l'Ecobank, pendant qu'un groupe de dirigeants mènent le combat de l'annulation de la dette dont les services s'élèvent actuellement à 44 milliards de dollars. Les organisations sous régionales n'ont pas été en reste (CEDEAO, UEMOA, BCEAO) et des initiatives ad hoc ont même été lancées (Maroc).

Sur le plan multilatéral, les institutions financières internationales (BM, FMI, BAD) mettaient à la disposition des pays africains des ressources, afin de leur permettre de lutter plus efficacement contre la crise, quand les réseaux d'influence que représentent le G20 et le G7 souscrivaient

au principe de report des échéances de la dette, suite à la demande d'annulation formulée par certains gouvernements. La Chine a rejoint cet élan de solidarité en apportant son soutien à travers la Fondation Jack MA.

A l'échelle nationale, certains pays tels que le Nigéria, l'Afrique du Sud, l'Ethiopie, le Rwanda, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le Maroc et l'Egypte ont exécutés des plans de résilience et ou de gestion de la Crise pour atténuer son impact sur les entreprises et les ménages. Le Maroc s'est particulièrement distingué de par sa forte résilience par l'adaptation de son offre industrielle de production des équipements sanitaires. Le Maroc est cité comme une référence internationale de bonne pratique « une succes story » à l'instar de l'Ethiopian Airlines dans le domaine du transport aérien. Ehtio pian Airline est une des rares compagnies qui a continué à opérer et à connecter le monde avec la Chine. Il a permis de transporter l'aide Chinoise en Italie, en Amérique et a positionné la plateforme aéroportuaire d'Adduis comme une place incontournable pour relier l'Afrique au Monde Dans ce Airlines cadre, il est important de noter de l'agilité des Gouvernements locaux (communes et collectivités locales) qui ont apportés les premiers appuis aux populations en plus de la révélation de l'esprit de création des jeunes et femmes africains qui ont proposé des équipements à moindre et adapté pour faire face à la crise. Ces innovations sont le fait d'universitaires, d'artisans et d'entrepreneurs qui méritent d'être capitalisé et mis à l'échelle pour façonner le made in Sénégal.

Variables du modèle économique pour l'Afrique post Covid-19

De cette crise, nous aurons retenu que, plutôt que de s'inscrire dans une dynamique globale de sortie de crise, le monde a sombré dans une guerre de leadership sur le contrôle de l'après Covid-19. Une grande révélation des limites du système de Gouvernance mondiale.

L'Afrique dans ce contexte a la chance de repenser son modèle et de se prendre à charge à jamais.

Les invariants du modèle économique soutenable pour l'Afrique correspondent pour l'essentiel à :

- Une puissance humaine à traduire en talents capables de tirer les meilleurs bénéfices des ressources naturelles. Ce qui requiert de :
 - Investir pour le futur dans le triptyque– Education, Santé, Protection Sociale- pour gagner la course de l'innovation des chaines de valeur de demain ;
 - Mettre la jeune fille et la Femme Africaine au cœur du chantier de la transformation ;
 - Gagner le pari de la digitalisation de nos langues et des transactions économiques à côté de la légitimation des pouvoirs locaux et traditionnels ;
 - Avoir une stratégie proactive d'utilisation des talents de la diaspora africaine en lançant une initiative 5 heures pour l'Afrique – Tout talent de la diaspora s'engage à consacrer 5 heures de son expertise pour accompagner une initiative en Afrique.
 - Monter un Fonds d'amorçage pour labéliser et inscrire toutes les inventions africaines au nom de l'Afrique.
- Redéfinir nos propres normes et règles d'industrialisation et de développement durable pour

gagner la compétition au niveau planétaire ;

- Développer nos capacités logistiques terrestres, ferroviaires, maritimes et aériennes pour être maître dans notre marché et agir comme premier fournisseur de produits manufacturés et de valeurs ajoutées en Afrique, en Europe et aux Amériques ;
- Maîtriser l'eau et accroître la spécialisation de l'agriculture des petits producteurs et la production de biens essentiels pour sortir de la dépendance alimentaire des importations qui engendrent l'informel ;
- Développer des bourses africaines de matières premières pour coordonner entre pays dans la vente et le commerce intra-africain ;
- Accélérer le Chantier de la monétisation de notre dette africaine ;
- Retenir la Gouvernance et la solidarité productive comme les filtres de toutes nos actions.

Conclusion

En définitive, la pandémie à Covid-19 offre une opportunité unique de parachever notre indépendance politique par une indépendance économique. Plutôt que de parler de relance, l'on devrait réfléchir sur l'élaboration d'un plan gagnant pour l'Afrique qui repose sur le leadership et l'autonomie dans le management et l'exécution. Pour une Afrique championne sur son marché et leader dans le monde, nous devons nous diriger vers des chantiers de la transformation à moyen et long terme articulés autour des invariants du modèle économique soutenable.

08/06/2020

PRATIQUES RELIGIEUSES EN PERIODE DE CRISE SANITAIRE

Dr Cheikh GUEYE, Abbé Alphonse NDOUR

Profondément attachés à leur vie spirituelle, les Sénégalais ont été privés, pendant des semaines, d'accès aux lieux de culte. Les mesures de restriction prises par les pouvoirs publics pour limiter la propagation de la pandémie à Covid-19 ont ainsi affecté les pratiques religieuses, suspendant la célébration d'un bon nombre d'évènements religieux très populaires et la fréquentation des lieux de cultes. Ces bouleversements à la base de nouvelles règles de sociabilité ont mis à rude épreuve la capacité d'adaptation des populations.

L'humanité face à la pandémie à Covid-19 : retrouver l'essence de la vie sur terre.

Au-delà de ses implications sanitaires et économiques, la pandémie à Covid-19 est une crise de sens.

La détermination du gouvernement à vaincre cette maladie inédite n'est pas sans rappeler, à l'Abbé Alphonse Ndour, l'interpellation que Dieu a lui-même fait à Caen au sujet de son frère disparu, Abel, en lui demandant où se trouvait ce dernier (Genèse 4 : 9-1). « Je ne suis pas le gardien de mon frère », avait alors répondu l'interpellé. Ce qui relève de l'irresponsabilité, dans la mesure où Dieu a créé l'homme de manière à ce que chacun puisse considérer son semblable comme son propre frère sur lequel il doit veiller en permanence. Dans ce contexte de pandémie, cette responsabilité individuelle vis-à-vis de l'autre doit plus que jamais être assumée, afin de casser la chaîne de transmission du virus. C'est pour dire qu'au-delà de la dimension idéologique, la religion est une pratique qui nous met en relation avec notre prochain car, comme nous l'a enseigné le Pape Jean Paul II, le chemin de Dieu passe par l'Homme lui-même. Dieu l'a lui-même dit : on ne peut pas prétendre aimer quelqu'un qu'on ne voit pas (Dieu) et haïr celui qui partage notre quotidien. En faisant pour Dieu, l'on ne saurait se départir de l'humain. Là se trouve le fondement des décisions de l'Eglise catholique de fermer ses portes à ses fidèles, alors même que le Chef de l'Etat l'autorisait.

Pour Dr Cheikh GUEYE, cette épidémie est une opportunité unique pour renouer avec le sens de notre existence dans ce bas-monde. Les avertissements des philosophes, environnementalistes, religieux et de toutes les catégories de savants ont rythmé la marche d'un monde marqué par la compétition accumulatrice, l'extractivisme et l'égoïsme qui fabrique une société, un peu partout, inégalitaire et toute tournée vers les plaisirs, la jouissance, le lucre. Et pourtant, notre Seigneur avait averti les hommes sur le sens de leur existence sur terre, à travers des révélations et des rappels incessants. Cette épidémie révèle, en réalité, la fragilité des hommes face à des menaces biologiques, naturelles et industrielles qu'ils se sont fabriqués dans leur course hédoniste vers les richesses et le confort. La privatisation généralisée des biens et services publics et la financiarisation de l'économie accentuent gravement les fractures devant la pandémie.

Ces dernières années, le système sanitaire a été très marginalisé dans les priorités d'investissement et les capacités d'anticipations et de prospectives ont toutes été remises en cause par

le virus Covid-19. Cependant, le parallélisme entre, d'une part, le recul de spiritualité dans certaines sociétés et, d'autre part, le déficit d'altruisme, de solidarité est réellement établi. Pourtant, le Coran nous enseigne que la bonté pieuse consiste aussi à donner ses biens, quelque amour qu'on en ait, aux proches, aux orphelins, aux nécessiteux, aux voyageurs indigents, à ceux qui demandent l'aide et pour délier les jugs.

Selon toujours Dr GUEYE, cette crise indique à l'humain une introspection, une réflexion sur le sens de la création et de sa vie sur terre avec ses semblables. Les dimensions spirituelles et métaphysiques doivent offrir une grille de lecture de son origine et de ses implications. La gestion éthique et responsable du monde est donc synonyme, pour l'Homme, de droit sur terre mais aussi de devoir vis-à-vis des autres hommes et de toute la création. Nous devons voir en cette pandémie une leçon unique dans l'histoire, un rappel de notre Créateur.

La Covid-19 met à l'épreuve la cohésion sociale

Les troubles à l'ordre public dernièrement notés traduisent la colère et la lassitude des Sénégalais face aux mesures de restriction imposées par les autorités politiques.

Les sénégalais sont, en effet, foncièrement sociables. Une étude américaine classe le Sénégal en première nation au monde en termes de poids religieux dans la vie quotidienne. Il se caractérise ainsi par un islam confrérique largement majoritaire et une communauté chrétienne structurée et diversifiée. D'après Afro-baromètre, 95% des citoyens sont d'abord attachés à leurs leaders religieux et appartiennent à des regroupements organisés pour la vie collective, l'entre-aide et la mobilisation pour des projets et agendas communs. C'est aussi le pays où on compte le plus grand nombre de célébrations religieuses qui ponctuent la vie quotidienne. Tout en étant l'un des pays les plus religieux, le Sénégalais est également parmi les plus tolérants car les adeptes des différentes religions cohabitent de manière pacifique et fraternelle.

Cette relation marabout-disciple a joué un rôle central dans la structuration de la nation, pendant et après la colonisation. Cela a abouti à une construction d'une citoyenneté particulière relative à l'Etat moderne : le Sénégalais est d'abord talibé avant d'être citoyen. C'est d'ailleurs ce qui explique la relative stabilité du pays sur les plans politique et social. Ce ciment est alimenté par des enseignements des grandes figures religieuses qui garantissent la cohésion sociale. La séparation entre le temporel et le spirituel est, certes, l'un des principes fondamentaux qui fondent notre République. Mais, eu égard à la particularité de notre contexte, leur collaboration ne pourra être que fructueuse et profitable à l'ensemble des Sénégalais.

Conclusion

Discipline, rigueur et bienfaisance sont les maîtres mots qui doivent guider notre conduite au quotidien. La crise nous aura permis, en définitive, de prendre conscience de la valeur inestimable de la cohésion sociale, un levier sur lequel l'on devrait s'appuyer pour impulser les changements qui doivent advenir pour notre pays.

Cette cohésion du peuple autour de l'autorité politique a été activée dès le début de la crise mais, elle s'est vite estompée du fait du changement de posture du Chef de l'Etat. Ainsi d'une

situation de confiance, au départ, nous sommes passés à une situation de méfiance qui a aujourd'hui abouti à une défiance populaire qui s'exprime sous des formes multiples.

Les écarts comportementaux constatés chez certains Sénégalais et qui ont perturbé la gestion sanitaire de la pandémie de la Covid-19 ont suscité un certain nombre de revendications légitimes :

- La prise en charge de l'éducation religieuse et morale dans le système éducatif ;
- Une plus grande implication des religieux dans les institutions, compte tenu de leur grande influence sur les citoyens et leur rôle central dans l'apaisement des tensions, notamment à travers la création d'un Conseil supérieur des religieux ;
- La résolution de la problématique des « daara » ;
- La promotion du modèle sénégalais du vivre-ensemble et de la tolérance, en commençant par la consécration d'une semaine nationale du vivre-ensemble.

11/06/2020

QUELLES STRATEGIES DE GESTION POUR LES ENTREPRENEURS EN PERIODE DE CRISE ?

Isiba Koba, Amina Diagne

Au-delà de la grave menace qu'elle représente pour la santé publique, la pandémie à Covid-19 affecte fortement les entreprises. L'activité économique est donc au ralenti. Les stratégies de communication et de marketing, de même que les systèmes d'approvisionnement, de production et de distribution connaissent des perturbations lourdes de conséquences, et les normes et principes sont bouleversés de manière considérable.

Les entreprises ne sont pas pareilles, face à la crise.

La taille de l'entreprise est le facteur qui détermine son niveau de résilience face à la crise, d'après Amina Diagne. Les entreprises les plus vulnérables sont donc les moins grandes.

Dans ce contexte, nous pouvons classer les entreprises en deux catégories. Il y'a d'un côté, celles qui étaient déjà en difficulté car n'ayant pas encore amorcé un processus de digitalisation, et qui se retrouvent aujourd'hui sans moyens de communiquer avec leur clientèle du fait de l'absence de base de données. Cette catégorie est la plus impactée par la crise. Et d'un autre, nous avons celles qui étaient déjà plongées dans l'ère du numérique et du digital qui peuvent pivoter beaucoup plus facilement que les premières.

C'est la raison pour laquelle il est impossible de penser une seule et même stratégie pour toutes les structures. Les stratégies doivent être déployées à un triple niveau. La plus urgente est la stratégie de gestion de la trésorerie qui consiste, d'abord, à négocier avec les fournisseurs, ensuite, à rassurer les employés, et, enfin, à voir comment bénéficier de l'accompagnement de l'Etat et des partenaires financiers. La deuxième stratégie est relative à la fidélisation de la clientèle en continuant d'offrir de la valeur. Enfin, en dernier plan, la gestion des ressources humaines, notamment en les intégrant dans la reconversion.

Dans cette optique, Isiba Koba estime que la crise appelle un niveau très élevé de responsabilité sociale et sociétale des entreprises qui consiste pour l'entrepreneur, maillon central pour le développement durable, à agir rapidement et diligemment dans le sens de trouver des mécanismes novateurs et adaptés à ce contexte. Les impacts à court, moyen et long terme de cette crise n'épargnent aucune entreprise. Déjà, les principes et normes de l'entreprise sont fortement ébranlés, notamment avec la socialisation du système économique. Mais, ce sont surtout les habitudes et les attentes des consommateurs qui vont beaucoup changer.

Savoir identifier où on se situe par rapport à la crise

A l'aune de cette crise, les entreprises qui s'en sortent le mieux, fait constater Amina, sont celles qui ont véritablement su situer les besoins de leurs clients en se montrant plus réactives et plus agiles face à la situation. Dans cet environnement incertain, les renseignements économiques

sont plus que jamais incontournables. Dès lors, les entreprises doivent, d'un côté, envisager l'exploitation des métadonnées pour pouvoir donner une orientation pertinente à leurs décisions stratégiques, et d'un autre, se référer aux facteurs exogènes dans le processus d'innovation, tout en identifiant les risques et menaces externes.

Pour Isiba, les entreprises ont surtout besoin de revoir leurs chaînes de production pour y apporter plus de qualité, ainsi que leur système de distribution afin de marquer leur présence partout sur le territoire.

Quel plan d'action concret mettre en place en fonction de chaque profil ?

En fonction de leur profil, les entreprises font face à deux situations : soit elles subissent les contraintes liées à la trésorerie, soit elles ont la possibilité de créer de nouveaux services en se réinventant sur le produit et par rapport au mode de vente et de livraison.

Pour survivre à cette crise, selon Isiba, les entreprises doivent d'abord faire preuve d'adaptabilité et de flexibilité. Par rapport à cela, il leur faut nécessairement développer la communication de crise en exploitant l'outil stratégique que représente l'intelligence économique et financière, tout en repensant leurs stratégies d'approvisionnement, de production et de distribution. Sur ce dernier point, elles gagneraient davantage à se focaliser sur une clientèle locale, afin de conquérir le marché interne. Pour cela, il faudra déployer une stratégie de domination par les coûts pour toucher le plus grand nombre.

En ce qui concerne les start-ups, leur survie repose essentiellement sur l'innovation. Ce qui nécessite une orientation vers de nouvelles sources de financement (notamment les financements verts), la diversification des produits, la redéfinition des besoins, le développement de l'entrepreneuriat social et de l'entrepreneuriat vert qui est plus adapté au contexte, le marketing de réseau qui permet une croissance exponentielle des gains, et la digitalisation. Mais surtout, accrocher le storytelling au contexte de crise, afin de préserver leur crédibilité auprès de la clientèle, notamment en mettant en avant la dimension sociale.

A propos du consommateur local, Amina soutient qu'il faudrait dérouler une campagne de marketing basée sur l'intelligence émotionnelle pour le revaloriser et parallèlement, labéliser les produits locaux afin de rassurer et de gagner la confiance des consommateurs.

15/06/2020

SECURITE OU LIBERTÉ PENDANT ET APRES COVID-19

Ibrahima Nour Eddine DIAGNE

« Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité, ne mérite ni l'un, ni l'autre, et finit par perdre les deux ». Cette citation de Thomas JEFFERSON traduit l'ambiguïté qui ourle la difficile et non moins vitale coexistence entre la sécurité et la liberté. En effet, la pleine jouissance de la liberté est subordonnée à une relative sécurité qui implique un recul de cette même liberté. La sécurité devient dès lors la première des libertés.

La crise sanitaire liée au virus Covid-19 a induit la redéfinition de ces deux valeurs fondamentales de la République.

Limitation de ces deux notions dans le contexte de la Covid-19

Les mesures contraignantes prises dans le cadre de la riposte à la pandémie à Covid-19 ont suscité des impatiences portées aussi bien par les autorités politiques (exemple des USA) que par les populations (surtout africaines, du fait des réalités socio-économiques). Cet ordre nouveau qui a contribué à restreindre les libertés n'obéit qu'à une seule logique : le renforcement de la sécurité. Le jugement des individus par rapport à cette situation correspond en même temps à la capacité des entités, comme les Etats, à pouvoir solutionner les questions.

Le consensus à travers lequel les sociétés ont établi des règles de vivre-ensemble qui limitent les libertés des individus pour garantir leur sécurité, est fondamentalement déstabilisé. A ce jour, le grand défi qui se pose à tous est de pouvoir reprendre à son compte, à travers l'interpellation sur la responsabilité individuelle, une partie de sa sécurité que l'on a déléguée à l'Etat. En d'autres termes, la sécurité des individus est aujourd'hui mobilisée à travers leur propre responsabilité. Ce qui est un fait nouveau, puisque la notion de responsabilité qui était jusqu'ici perçue de manière différente par les populations revêt, avec cette crise, une dimension collective.

En tout état de cause, c'est la situation des personnes qui détermine leur acceptation du compromis de ce qu'elles peuvent investir de leur liberté pour acheter leur sécurité.

Hypothèse de ré-appréciation de ces deux notions après la pandémie à Covid-19.

La démocratie, en tant qu'une forme de délégation de la volonté populaire, à travers un système normalisé, à des institutions ayant en charge la gestion de l'intérêt général, établit un rapport de confiance absolue entre le peuple et ces institutions et en leur capacité à résoudre les problèmes. Cette approche est en ces temps fortement relativisée, puisque les Etats se sont montrés incapables de trouver les réponses idoines au moment opportun et en temps voulu. Cet état de fait suscite un questionnement quant à la redéfinition des limites entre les notions de liberté et de sécurité dans ce nouvel ordre mondial. Cette réflexion induit deux hypothèses : soit, les populations sacrifieront davantage de leur liberté pour continuer à déléguer leur sécurité

aux institutions ; soit, à l'inverse, les Etats se désengageront sur leur responsabilité première pour investir plus sur la responsabilité individuelle.

Les défis de l'Afrique dans ce contexte

Cette crise est une forme de rupture qui invite l'Afrique à prendre en main son destin dans cet ordre en pleine mutation, d'autant plus qu'elle a déjà été interpellée par sa société civile et sa diaspora sur son affirmation qui reste un chantier essentiel, stratégique, mais surtout de long terme. A ce niveau, les leviers qui font obstacle sont d'une part, l'absence de contrôle sur la machine médiatique qui fonctionne souvent sur la base du mimétisme et d'autre part, la persistante continuité du rapport colonial qui ne peut être brisé que par une révolution culturelle, une construction silencieuse et efficace d'une conscience africaine nourrie. Pour que les Africains puissent exercer pleinement leur dignité, à l'instar de tous les autres peuples du monde.

Jamais dans l'histoire, les nations africaines n'ont été mises, comme maintenant, face à leurs responsabilités. Cette nouvelle donne est sans doute venue les recentrer au cœur de leurs préoccupations. Dans ce contexte, le défi réel à surmonter est relatif à l'ambition de transcender le simple cadre de conception pour enfin aller vers l'offensive, tout en esquivant les courants endogènes et exogènes qui entravent le développement du continent. Le temps est venu de construire une économie forte, qui repose sur nos propres valeurs, nos propres compétences et nos propres ressources.

Le dernier défi de cette Afrique en construction est relatif aux capacités de ses peuples à perpétuer cette démarche. Cela nécessite la codification de cette construction qui se réalise sur des générations, mais qui maintient un idéal permanent : une Afrique digne, forte, responsable, ouverte et souveraine sur tous les plans.

18/06/2020

COVID-19 ET INTEGRATION AFRICAINE : MENACES ET OPPORTUNITES

Dr Gilles YABI

La Covid-19 a frappé de plein fouet les perspectives d'intégration incarnées par les organisations sous régionales, régionales, et même continentales. La libre circulation des personnes et des biens qui en est un corollaire est fortement remise en cause, les tendances souverainistes et les égoïsmes nationaux contreproductifs ayant repris le dessus sur la nécessaire coopération des Etats face à leurs défis communs.

Même si le bilan préliminaire semble quelque peu réjouissant, les organismes d'intégration africains ont toutefois amorcé des initiatives pour juguler la crise qui sévit actuellement sur le continent.

La réaction des organisations africaines à la pandémie sur les plans sanitaire et économique.

Sur le plan sanitaire, l'Union africaine, à travers son Centre de Prévention et de Contrôle des Maladies – Africa CDC – mis sur pied en 2017, a réagi de manière immédiate. Depuis quelques mois, cet organe s'est ainsi imposé comme la structure de référence dans la communication sur l'évolution de la pandémie sur le continent, les informations qu'il diffuse étant réputées fiables et basées sur les données nationales. Déjà en janvier, alors même que la pandémie n'avait pas encore gagné du terrain, elle tenait sa première réunion à l'issue de laquelle s'est activé un centre d'urgence d'examen des incidents. A partir de la fin du même mois, le CDC travaillait à la mobilisation du continent sur les risques de la Covid-19, et a joué un rôle majeur dans le développement des capacités de dépistage sur le continent. Pendant ce temps, les ministres de la Santé de la CEDEAO se réunissaient, à Bamako, en février, sous l'impulsion de l'Organisation ouest africaine de la santé (OOAS), dans la même optique. A ce jour, des initiatives sont en cours pour la centralisation des achats de médicaments et d'équipements sanitaires essentiels, portées par l'Union africaine.

Sur le plan économique, le président sud-africain, Cyril RAMAPHOZA, en concertation avec le président de la Commission de l'Union africaine (CUA), soulignait la nécessité de mettre en place un groupe d'experts africains pour mener la discussion sur les possibilités de traitement spécifique de la dette des pays africains, en vue de leur permettre de faire face au mieux à cette crise. Les envoyés spéciaux désignés à cet effet disposent d'une expertise confirmée en la matière, ainsi que de réseaux internationaux leur permettant de bien négocier avec les crédi-teurs publics et privés.

Ces différentes initiatives portées par les organisations africaines sont à reconnaître et à saluer, même si la coordination des réponses nationales a ensuite fait défaut. Cette absence notoire de coordination politique réelle entre les Etats demeure, à côté de la superposition des organismes régionaux et sous-régionaux, l'un des obstacles persistants à une intégration africaine plus effective productrice de résultats pour les populations.

Leçons préliminaires à tirer de la gestion de la crise

La crise met en lumière les impasses coûteuses de l'intégration dans tous ses versants, mais surtout le difficile positionnement des communautés économiques régionales et pose en même temps la nécessité de clarifier les mandats et les missions des échelles d'intégration. Pour plus d'efficacité, l'UA, et plus généralement les organisations régionales, doivent faire preuve de plus de pragmatisme, notamment en se concentrant sur les priorités afin d'aboutir à des résultats tangibles, par la spécialisation.

Par ailleurs, la crise sanitaire a créé une opportunité inouïe que représente le débat africain, animé par la communauté scientifique sur les multiples leçons à moyen et long terme dans différents domaines. Ces réflexions profondes ont déjà abouti sur un consensus concernant les finalités mais des doutes existent quant aux ruptures promises (exemples des modèles de développement économique).

L'Afrique d'après ?

L'intégration ne se fait pas d'elle-même. Elle ne se réalisera que lorsque les faiblesses nationales sont corrigées et qu'on aura des leaders qui y croient fortement et feront adhérer les autres.

Les questions vitales pour l'avenir des pays africains se rapportent essentiellement à :

- La rupture d'avec les « non choix » en ce qui concerne le projet d'intégration africaine et l'approche – pour un panafricanisme qui produit des résultats ;
- La rupture d'avec les « non choix » entre patriotisme économique national, préférence régionale et préférence africaine ;
- La rupture d'avec les projections idéalisées dans l'avenir : l'Afrique d'aujourd'hui limite les options pour l'Afrique de demain (qualité du leadership politique, systèmes politiques, impasses démocratiques, capacités des États, capital humain) ;
- Le fait de recentrer l'Union africaine sur les questions réellement stratégiques (les rapports de forces avec les autres régions du monde – la rationalisation des ressources pour les projets les plus coûteux et stratégiques) ;
- La concentration des efforts des citoyens sur les impératifs politiques nationaux et sur l'effectivité de l'intégration régionale.

22/06/2020

REINVENTER L'ÉDUCATION EN AFRIQUE

Mamadou NDOYE & Pr Mary Teuw NIANE

Le système éducatif africain se caractérise par quatre grands défis, au moins : l'incapacité de couvrir les besoins en éducation des populations, la difficulté de maintenir les apprenants dans le système jusqu'à la fin de leur cursus, l'impossibilité d'assurer à tous le développement des compétences minimales à l'élémentaire et la déconnexion entre les curricula scolaires et les réalités sociales.

Sur le continent, seulement 13 Etats sur 54 ont atteint un taux d'alphabétisation transcendant 80% et 23 se trouvent encore sous la barre des 50%. Les questions fondamentales qui se posent à ce niveau sont relatives d'une part, à l'accès, et d'autre part, à l'alignement de l'offre de formation sur les besoins de l'économie de nos sociétés. A ces différentes problématiques, s'ajoutent l'absence ou la faiblesse de l'utilisation des langues nationales et de la technologie dans le processus de formation, et l'analphabétisme d'une frange importante de la société.

Réalisation du droit fondamental à l'éducation en Afrique

Le droit à l'éducation, selon l'ancien ministre de l'alphabétisation et de l'éducation de base, Mamadou NDOYE, repose sur trois piliers, à savoir l'obligation pour l'Etat d'assurer l'offre d'éducation à tous les enfants sans exception (y compris ceux qui présentent des handicaps ou des déficits mentaux et cette obligation s'étend aux familles), l'universalité de la scolarisation qui découle de cette obligation et l'effectivité de l'apprentissage qui implique d'une part, l'achèvement pour tous de la scolarité primaire au minimum donc non seulement l'accès de tous mais aussi la rétention de tous les élèves pour qu'ils n'abandonnent l'école de manière précoce et, d'autre part, la réalisation et la réussite des apprentissages fondamentaux qui donnent du sens au droit à l'éducation.

La matérialisation de ce droit, d'après le Professeur Mary Teuw NIANE, passe d'abord par une volonté politique réelle des décideurs à mettre à la disposition de ce secteur les ressources nécessaires. Pour l'ancien ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, aborder cette problématique, c'est surtout réfléchir sur la question centrale des langues de formation. A ce propos, l'ARED révélait, dans une de ses études, que les élèves qui ont suivi une formation bilingue seraient plus performants dans certains domaines, notamment en mathématiques, que les autres qui sont spécialement formés en langue française. Mais pour cela, faudrait-il qu'il y'ait à la disposition suffisante des établissements, des formateurs certifiés en langues nationales.

Mamadou NDOYE abonde dans le même sens, tout en soulignant que l'introduction des langues nationales dans l'enseignement suppose l'élaboration, au préalable, d'une politique linguistique dépassant largement le seul cadre de l'école et suffisamment explicite quant à son orientation et son déroulement pour inspirer une politique linguistique éducative. Or, tel n'est pas encore le cas dans la plupart des pays en Afrique. Ensuite se pose, en relation avec les objectifs éducatifs définis, le choix du modèle d'enseignement des langues. Ici, il convient de

comprendre que le facteur linguistique détermine largement la capacité de l'éducation à contribuer au développement comme à la construction démocratique. Pour l'heure, le facteur linguistique joue contre. Un modèle bilingue efficace facilite les apprentissages et la réussite scolaire tout comme il contribue à promouvoir une citoyenneté consciente et active en diffusant les droits et les devoirs dans les langues maîtrisées par les populations. En vérité, c'est ici aussi que se trouve le principal facteur de déblocage de l'école africaine afin qu'elle sorte de la médiocrité actuelle des résultats d'apprentissage causée essentiellement, pas uniquement, par la non-maîtrise de la langue d'enseignement dès le début de la scolarité.

Le système éducatif francophone en rigueur chez nous est par essence disciplinaire, constate Pr NIANE. Or, la formation de l'homme ne devrait en aucun cas le destiner à devenir un simple acteur dans le projet de développement. Elle doit surtout contribuer à forger son engagement citoyen patriotique au service de la société. C'est pour dire que l'éducation ne saurait être neutre, incolore et inodore car elle porte un projet de société en construction.

Mamadou NDOYE reste convaincu, par ailleurs, que l'Afrique ne mobilise pas toutes les ressources éducatives à sa disposition dans la société car l'école formelle actuellement privilégiée n'en représente qu'une seule modalité. Par conséquent, si elle souhaite réellement répondre aux besoins éducatifs immenses et qu'elle veuille s'appuyer sur ce seul levier, il se pose naturellement un certain nombre de difficultés qui paraissent insurmontables. Par exemple, concernant la formation professionnelle, 90% au moins des ouvriers ont suivi un apprentissage informel, la formation professionnelle classique ne couvrant qu'une petite minorité de travailleurs. Les ressources éducatives seraient certainement davantage disponibles et adaptées aux besoins s'il y'avait une fertilisation croisée entre le formel, le non-formel et l'informel. L'exemple du projet d'initiation des mécaniciens à la haute technologie mécanique, qui consistait à bâtir un partenariat entre les artisans et des professionnels dans ce domaine, illustre parfaitement cette nécessaire collaboration. Cette formation a permis d'injecter dans ce secteur des éléments nouveaux certifiés et capables de répondre aux besoins de réparation mécanique qui étaient jusque-là insatisfaits. A Zanzibar, il a suffi que le ministère de l'éducation entame un dialogue avec les autorités religieuses, qui disposaient de ressources éducatives énormes, pour que l'éducation pré-primaire passe de 2 à 86 %. Les maîtres coraniques étaient initiés à prendre en charge le développement et la protection de la petite enfance.

En ce qui concerne les daaras, Pr NIANE note une nette évolution en cours, notamment avec la modernisation de ce système traditionnel qui offre la possibilité d'insérer, à côté de l'éducation religieuse classique, une formation linguistique, scientifique et professionnelle. De ce point de vue, les autorités sénégalaises, ont franchi une étape significative en instaurant, en 2013, sur proposition du ministre NIANE, le baccalauréat arabe, avec des filières littéraires et scientifiques. Cela, pour formaliser le parcours des élèves issus des daaras qui n'avaient la possibilité de poursuivre leurs études que dans les pays arabes. Mais ce système gagnerait plus en impact s'il venait à se généraliser, de même que la valorisation des acquis de cette expérience.

Toutefois, il importe de relever que l'une des difficultés fondamentales à l'origine du retard dans la formation professionnelle, scientifique et technologique reste liée à la faiblesse du plateau technique, le manque cruel dans les établissements de laboratoires et de salles de travaux pratiques.

Ces insuffisances empêchent aux apprenants de s'exercer convenablement et de développer des expériences similaires à celles vécues par les autres jeunes du monde. Le manque de formateurs qualifiés disposés à accompagner les adultes pour acquérir un niveau équivalent à ceux qui exercent au niveau international, est tout aussi préoccupant. Mais tous ces éléments doivent être fondés sur une politique cohérente de l'éducation et de la formation, ainsi que des objectifs clairement définis, articulés sur cela.

Education et Renaissance Africaine

Le projet éducatif, en ce qu'il dépend systématiquement du projet de société que se fixe l'Etat, n'est jamais isolé, assure Mamadou NDOYE. Dès lors, la refondation d'un système éducatif requiert un cap stratégique en relation avec un projet social sur la base duquel se construisent les choix d'orientation des réformes.

Pour Pr NIANE, la renaissance africaine invite à la réappropriation des langues nationales dans le sens d'améliorer les systèmes éducatifs, mais surtout, une prise de conscience du rôle essentiel de l'histoire et des sciences sociales et humaines en général, pour armer le citoyen dans la construction de la société. Et pour réaliser des objectifs de développement, et tirer le maximum des ressources colossales dont regorge le continent, les sciences de base (mathématiques, physique, chimie, biologie, informatique) restent incontournables. Dans ce registre, la pédagogie créative est l'outil par excellence qui permet aux apprenants de forger l'esprit scientifique, de s'approprier les connaissances et de les utiliser pour fertiliser la créativité et l'innovation. Dans cette ère du numérique qui représente l'avenir de l'éducation en Afrique, l'Afrique gagnerait plus à exploiter son atout principal que représente sa jeunesse pour développer un capital humain fort. Car, un peuple fier crée, invente et fabrique les outils matériels et immatériels de son émancipation.

Politiques éducatives et défis contemporains

L'enseignement supérieur, en tant que levier de développement économique et social, suppose des réformes structurelles dans les curricula, les plans de carrière des enseignants, la gouvernance des universités, les dispositifs de formation et de recherche et l'accès. Ces réformes, pourtant par le passé, initiées, peinent à porter leurs fruits. Les difficultés qui se posent, ici, se rapportent souvent à la question de leur continuité dans la durée et la mobilisation des ressources pour mettre à la disposition des universités l'équipement indispensable à la recherche et à la formation dans les sciences nouvelles (intelligence artificielle, big data, cybersécurité, génétique moléculaire, biotechnologie, physique nucléaire, physique de l'espace, nanotechnologie, etc.). Sans ces fondamentaux, point de souveraineté scientifique.

La science et la technologie demeurent donc indispensables à toute politique d'appropriation de nos ressources naturelles.

Conclusion

Réinventer l'éducation en Afrique, c'est bâtir une éducation enracinée dans nos meilleures valeurs de civilisation qui promeuvent la science, la technologie et l'innovation et portée à la construction d'un développement durable, dans une société équitable, inclusive, solidaire et participative et dans laquelle les individus et les communautés vivent leur bien-être.

La refondation du système éducatif ne se limite pas seulement aux réformes, mais elle doit surtout exprimer une vision du futur suffisamment ambitieuse pour l'Afrique. En la matière, l'Union africaine, à travers son agenda 2063, s'impose comme une référence forte. Parmi les grands piliers dégagés par cette vision, l'affirmation d'une identité africaine, l'édification de la prospérité et la construction de la paix. Le premier voudrait que les enfants africains soient d'abord éduqués à être fiers du continent, de son histoire, de sa culture et de tout son patrimoine, y compris le patrimoine linguistique. Ensuite, ils doivent disposer d'outils pour construire la prospérité de l'Afrique, ce qui passe par l'appropriation de la science et de la technologie, pour transformer nos économies, moderniser notre agriculture et développer notre outil industriel.

Pour le troisième, notre continent se confronte à une multitude de conflits qui font obstacle à son développement et à son unité. De ce point de vue, le panafricanisme et le respect de la diversité des identités, la tolérance vis-à-vis d'autrui et de ce qu'il pense, la démocratie, constituent les instruments de construction de la paix les plus aboutis.

25/06/2020

EFFETS DE LA PANDEMIE A COVID-19 SUR LE TOURISME ET L'INDUSTRIE CULTURELLE

Mamadou KANE, Oumy Regina SAMBOU

En ce qu'ils sont un vecteur de propagation du coronavirus, les mouvements sont fortement limités dans le contexte de la pandémie. Première activité mondiale, le tourisme qui dépend foncièrement des déplacements, en est extrêmement impacté. Au Sénégal, ce secteur représente 7% du PIB, avec environ 150 000 personnes y évoluant. Ainsi, en l'espace de trois mois seulement, le pays souffrait déjà d'une perte équivalente à 225 millions d'euros. Le secteur de l'industrie culturelle est tout autant affecté.

Le tourisme et l'industrie culturelle face à la Covid-19 : impacts.

Des transports aux réceptifs d'hébergement (hôtels, résidences, maisons d'hôtes, etc.), en passant par les restaurants, les centres de loisirs et les sites attractifs, le secteur touristique draine toute une chaîne de valeur qui subit de plein fouet les conséquences désastreuses de la crise économique qui est en train de sévir sur notre planète. Outre l'accompagnement de l'Etat qui se matérialise à travers la Force-Covid, ceux de la Délégation à l'Entreprenariat Rapide (DER) et de la Banque Nationale de Développement Economique (BNDE), d'autres mécanismes de financement, tels que le Crédit hôtelier, ont été réactivés pour soutenir le secteur touristique. Les réceptifs qui ont concédé à accueillir les cas contacts pour les besoins de confinement et ceux qui ont reçu le personnel de certaines entreprises sont sans doute les plus résilients. D'autres qui ont refusé de se conformer à cette mesure du gouvernement ou qui n'en avaient pas l'opportunité ont ressenti de plein fouet la crise.

Evaluant les impacts de la Covid-19 sur le secteur de la musique, du reste grand contributeur aux recettes publiques (30 milliards par an), l'Association des métiers de la musique estimait une perte de 6 milliards de francs CFA. Les acteurs de ce domaine qui éprouvaient des difficultés pour se produire avaient réussi à développer une économie parallèle, par le biais de concerts organisés de manière ponctuelle dans les restaurants et boîtes de nuit qui ont tous fermé leurs portes au tout début de la crise. Plus organisés que ceux-là, les autres segments de l'industrie culturelle (littérature, cinéma) supportent mieux la crise. Cependant, la difficulté majeure relative à la formalisation du secteur demeure persistante, nonobstant la volonté affichée de l'Etat d'y remédier.

Perspectives de relance : contraintes et incertitudes

Le problème lancinant de la délimitation du périmètre de gouvernance des domaines de l'activité touristique – du reste transversale et en cela ne laissant indemne aucun autre secteur interne –, la problématique du transfert de compétences aux collectivités territoriales et celle de l'aménagement des zones et sites touristiques sont aujourd'hui les défis les plus urgents qui se posent aux autorités. Les fonds dégagés pour minimiser l'impact de la crise sur ce secteur

semblent poser plus de problèmes qu'ils n'en résolvent, puisque captés par les plus grandes structures, au grand dam des moins significatives pourtant plus importantes en nombre.

En tout état de cause, cette crise aura le mérite de révéler la grande nécessité de développer un tourisme domestique articulé sur les systèmes de valeurs endogènes. C'est la seule alternative crédible face à la pandémie, d'autant que les nationaux, aujourd'hui plus que jamais conscients des potentialités touristiques du pays, expriment de plus en plus des désirs de découverte. Seulement, les tarifs ne leur sont pas toujours accessibles, ce qui fait obstacle au développement du tourisme de masse au niveau local.

La destination Sénégal figure parmi les plus chères. C'est la raison pour laquelle le pays peine à accroître sa compétitivité dans le secteur touristique, malgré les dépenses fiscales de l'Etat consacrées à la promotion du secteur, notamment la réduction de la TVA jusqu'à 10 %. Pourtant, le pays est naturellement attractif, car regorgeant de potentialités énormes et d'une bonne notoriété. De ce point de vue, le problème qui se pose relève d'une part du manque criard d'informations touristiques et d'autre part, du défaut de visibilité qui découle de la faible communication visuelle sur les sites touristiques et plus généralement, sur l'image du Sénégal. Les autorités gagneraient davantage à développer cette attractivité, notamment en mettant en place des circuits transnationaux pour drainer le marché régional, le tourisme constituant par ailleurs un grand levier d'intégration. Elles devraient également envisager les grandes perspectives que représentent le tourisme de proximité qui cible les pays frontaliers et le tourisme de transit.

Toutefois, une lueur d'espoir se dessine, notamment avec la volonté du ministère du tourisme de relancer le secteur sur la base de plans stratégiques axées sur la communication et le marketing et tournés vers le marché local, lesquels plans ne seraient opérationnels que si les acteurs à la base sont suffisamment impliqués. Ce qui n'est pas souvent le cas.

Le secteur de l'industrie culturelle, par ailleurs, souffre aujourd'hui d'une faible production de masse. Des jalons sont néanmoins posés pour tendre vers une industrialisation. Le problème, ici, est lié au rapport des populations au bien culturel, un rapport qu'il faut révolutionner afin de fructifier les richesses culturelles incommensurables que recèle notre pays.

La plus grande incertitude du moment reste liée aux prévisions exactes quant à la fin de la crise sanitaire, et par ricochet du redémarrage normal des diverses activités qui gravitent autour de ces secteurs, même si la levée des restrictions augure une reprise en masse.

Leviers culturels du développement

Les ressources naturelles et culturelles, de même que les équipements infrastructurels sont des potentiels touristiques non négligeables qu'il faut exploiter.

Le tourisme culturel qui contribue largement à la valorisation économique du patrimoine culturel, avec une collaboration étroite avec les acteurs et professionnels de la culture, demeure un levier stratégique du développement. Vu sous cet angle, les acteurs culturels ont un rôle central à jouer, notamment dans l'animation et l'évènementiel culturels dans les villes et les espaces touristiques, pour les rendre plus attractifs. Ce qui serait profitable à toute la chaîne de valeur touristique (transport, hébergement, restauration, etc.). Vecteur de mise en valeur économique des ressources naturelles et culturelles, l'industrie touristique devrait davantage se tourner vers

le tourisme culturel, tout en mettant en évidence les industries créatives et les savoir-faire endogènes.

Tout cela nécessite des aménagements sommaires en adéquation avec le milieu naturel, mais surtout le renforcement de la sécurité pour permettre aux touristes de vivre leurs aventures en toute quiétude.

Conclusion

Le tourisme et l'industrie culturelle sont des secteurs porteurs de croissance, de revenus et d'emplois et pour cela, ils méritent une plus grande attention de la part des décideurs. Les perspectives sont innombrables dans beaucoup de domaines (tourisme culturel et religieux, tourisme domestique, écotourisme, plongée sous-marine, planches à voiles, etc.) encore peu explorés. Les autorités devraient travailler à créer un environnement propice à l'éclosion de la créativité des individus – puisque les industries culturelles sont essentiellement basées sur la création – et encourager la production de supports ainsi que les circuits de diffusion, de distribution et de commercialisation qui permettront aux acteurs culturels de capter des valeurs ajoutées.

Les conférenciers exhortent, enfin, les Sénégalais à davantage soutenir le tourisme local, de sillonner le pays pour découvrir ses profondeurs et vivre ses belles et riches cultures.

29/06/2020

PARTICIPATION DES ENTREPRISES DANS L'EFFORT DE GUERRE

Dr Alioune GUEYE

S'il existe un seul mot qui traduit parfaitement la complexité et l'incertitude qui caractérisent le contexte actuel, c'est bien VUCA (Volatility, Uncertainty, Complexity Ambiguity). La crise liée à la Covid-19 est assurément un grand révélateur de la vulnérabilité des pays dont les modes opératoires ont été gravement bouleversés. Il a fallu dès lors inventer de nouvelles méthodes pour s'adapter à ce nouvel environnement pour le moins imprévisible, complexe et ambigu.

Une crise synchrone

La crise qui sévit et qui a frappé le monde entier en même temps, n'épargne aucune nation. Nul n'est à l'abri, nul ne s'y était convenablement préparé.

A ses débuts, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) prédisait une hécatombe pour l'Afrique. Au vu des chiffres, cette prédiction ne s'est pas réalisée ; finalement, l'Afrique ne serait pas mal partie. Cette annonce qui s'est révélée fautive a toutefois le mérite de réactualiser le débat sur le nouvel ordre de l'information tant prôné par Amadou Mahtar MBOU, alors qu'il dirigeait l'UNESCO, notamment sur l'impératif pour le continent de se réapproprier son narratif. Elle doit surtout sonner un déclic de confiance chez les Africains, étant donné que comparative-ment à l'Occident qui a nettement flanché face à la crise, l'Afrique a fait preuve d'une grande résilience, nonobstant ses faiblesses infrastructurelles. Cela grâce en partie à la créativité et au dynamisme des jeunes entrepreneurs, des professionnels de la santé et de la société civile africains qui se sont traduits concrètement par des initiatives citoyennes solidaires. Un peu partout sur le continent, ces réactions spontanées ont, en effet, permis de produire en grande quantité des masques, des respirateurs, des thermomètres et autres appareils indispensables à la prise en charge sanitaire des personnes contaminées par le virus. Beaucoup de pays ont fait en trois mois plus de progrès que ces 10 dernières années en termes d'industrialisation et d'adaptation des chaînes de production.

Cette nouvelle génération d'entrepreneurs, cette jeunesse, les femmes et la diaspora sont les acteurs clés du changement qui doit advenir sur le continent, à l'issue de cette crise. Mais encore faudrait-il, pour cela, mettre en place les conditions d'un écosystème favorable à la pleine éclosion de leur immense potentiel, mais surtout résoudre le problème tenace lié au leadership politique relativement médiocre qui continue de gangréner les systèmes africains et auquel l'on doit encore s'accommoder les dix années à venir, dans une majorité de pays africains.

Sur le plan économique, l'appel à la solidarité nationale lancé par les décideurs a permis de mobiliser rapidement des fonds de résilience (2040 milliards FCFA au Maroc et 1000 milliards FCFA au Sénégal), avec une contribution financière conséquente des entreprises. Le rôle de ce secteur privé, du reste pourvoyeur de richesses et d'emplois, dans la gestion de la pandémie a été davantage déterminant dans les pays qui ont su fabriquer des champions. Malgré la perturbation des chaînes de valeur, la continuité de l'exploitation a tout de même été assurée et les entrepreneurs se sont imposés comme les nouveaux héros des temps modernes, grâce notamment à leurs grandes capacités d'adaptation et innovatrices déployées au quotidien dans ce

nouveau cadre complexe. En cela, ils méritent une attention particulière, d'autant que l'entrepreneuriat reste un moteur puissant de la croissance économique. L'un des défis majeurs qui se posent pour les années à venir sera l'orientation des diplômés vers le secteur productif encore trop fragile, avec l'accompagnement nécessaire pour accélérer leur insertion tout en répondant aux exigences des entreprises.

Leçons de la pandémie à Covid-19

En mettant à nu des gisements d'innovations frugales énormes que recèle le continent, cette pandémie a contribué à déconstruire l'idée bien ancrée selon laquelle l'innovation reposerait inexorablement sur des moyens considérables. Partout sur le continent, en effet, des jeunes s'attèlent au quotidien à relever les challenges les plus urgents de ce nouvel ordre, révélant ainsi une intelligence collective africaine que les décideurs gagneraient à développer, à travers la mise en place d'écosystèmes appropriés et immunisés des "égosystèmes".

Pendant que l'"infodémie" qui sévit en même temps que la pandémie interpelle sur l'impératif d'un retour à l'expertise, les conséquences désastreuses de la crise sur le consensus international ont fini de mettre en évidence les limites du multilatéralisme et la nécessité d'une démondialisation prometteuse d'une coopération régionale plus étroite et plus fertile entre Etats africains et par ricochet, l'avènement d'"afrochampions". Notre continent est un réservoir de futurs qui doit suivre son propre cheminement, dresser son propre agenda de développement et écrire son propre narratif. Les décisions seraient alors en adéquation parfaite avec nos réalités socio-culturelles car inspirées de nos valeurs profondes.

La crise a par ailleurs imposé aux individus de nouvelles habitudes qui inaugurent un monde "phygital" c'est-à-dire physique et digital. Bien entendu, les rencontres physiques ne disparaîtront pas après la crise sanitaire, mais à l'évidence les atouts du digital ne pourront plus être ignorés pour toutes les commodités et économies qu'elles procurent. Par ailleurs, la nécessité d'un leadership fort dans tous les secteurs est plus que jamais impérieuse, ce qui implique en même temps une formation soutenue et continue dans ce domaine. La question de la relocalisation de pans entiers de l'industrie africaine sur la base du patriotisme économique n'a jamais été, aussi urgente qu'aujourd'hui (80% du commerce africain au moins est tourné vers l'extérieur). Cette crise est en définitive une leçon historique pour l'Afrique qui semble être bien partie pour le coup, les dynamiques positives déjà engagées devant être soutenues, afin d'en assurer la continuité dans le long terme.

Mais ne perdons pas de vue que les défis et enjeux réels dans le temps long sont toujours d'actualité. Ce sont des enjeux d'ordre énergétiques, infrastructurels (interconnexion, mobilité et connectivité à l'échelle régionale), financiers, agricoles, digitaux et surtout, militaires, notamment dans la zone sahélo-sahélienne.

Perspectives et Pistes d'Actions

L'Afrique doit construire sa propre vision du développement – mais encore plus, se doter d'une discipline de l'exécution, de la mise en œuvre – et changer le paradigme de l'aide.

Les pistes à explorer, à ce niveau, pourraient être les suivantes :

- La diversification des produits échangés ;
- Le renforcement de la valeur ajoutée, notamment en transformant les matières premières en produits finis ou semi-finis ;
- Une plus grande visibilité de la stratégie pour permettre aux populations de se la réapproprier ;
- La variation des partenaires pour réduire la vulnérabilité du continent face aux anciennes puissances coloniales notamment ;
- L'alignement entre une vision à haut niveau et les stratégies des acteurs dans les différents secteurs ;
- Le renforcement de l'information sectorielle afin de combler le manque de visibilité des opérateurs économiques ;
- Le renforcement des échanges en matière de formation en Afrique pour renforcer un sentiment panafricain ;
- La résolution des handicaps structurels ;
- Le renforcement des dispositifs d'appui au profit des PME et TPE (travailler sur la formalisation du secteur informel) qui sont le cœur vivant de notre économie ;
- La démondialisation et l'endogénéisation qui passent d'abord par la décolonisation des esprits.

Conclusion

Les chemins de la croissance passent par la transformation (1), la création de chaînes de valeur locales, car, le développement ne résulte jamais de pressions extérieures. Au contraire, c'est un jaillissement qui vient de l'intérieur, un processus de changement de logiciel mental qui donne lieu à des comportements adéquats, de bonnes attitudes permettant d'impulser un élan vers l'action.

Enfin, il nous faut construire des "afrochampions", promouvoir le « made in Africa » et surtout, rétablir une société de confiance socle de toute société qui aspire au progrès partagé et inclusif.

02/07/2020

FINANCEMENT ET ENTREPRENEURIAT

Pape Ba GAHN, Lamba KA

La démographie africaine est relativement jeune et la capacité d'absorption des secteurs public et privé, en termes d'employabilité, demeure faible. Au Sénégal, le marché du travail accueille, chaque année, près de trois cents mille jeunes dont moins de 10% parviennent à trouver un premier emploi. Face à cette situation préoccupante, les décideurs publics accordent, de plus en plus, une grande importance à la formation des jeunes en entrepreneuriat pour leur permettre de développer des activités génératrices de revenus. Cet engouement noté ces dix dernières années marque le passage des petits programmes aux programmes quinquennaux et même décennaux.

Les différents types d'entrepreneuriat

Proposant une typologie des entrepreneurs, Lamba Ka dégage deux catégories : les entrepreneurs par vocation et les entrepreneurs de survie. C'est cette dernière catégorie qui prédomine au Sénégal, puisque ces acteurs, majoritairement des femmes, sont mus par la seule volonté de ramener au foyer la dépense quotidienne pour assurer la survie de leur famille. Les entrepreneurs par vocation, en revanche, sont des personnes qui exploitent les opportunités pour créer un business. C'est dans cette catégorie que l'on retrouve l'entrepreneuriat social qui consiste à identifier un problème sociétal pour y apporter la réponse idoine, laquelle réponse devient le critère principal du business. Cependant, la majeure partie des entrepreneurs évolue encore dans l'informel. Ce qui n'enlève en rien, selon Pape Ba Gahn, à leurs grandes qualités organisationnelles.

Ce secteur dit informel contribue à hauteur de 41,41% à la formation du PIB et polarise 48,8% d'emplois directs, sur les 440 000 unités économiques du pays. C'est pour dire l'importance de ces acteurs qui se trouvent à la base de notre économie. Leur offrir davantage d'opportunités est la façon la plus judicieuse de stimuler positivement l'économie locale, les grandes entreprises reposant pour la plupart sur les Investissements Directs Etrangers (IDE).

Politiques d'accompagnement de l'entrepreneuriat

Outre la DER (Délégation pour l'entrepreneuriat rapide), outil phare de l'Etat conçu pour soutenir financièrement les entrepreneurs, des programmes d'accompagnement privé émergent de plus en plus. Pour Lamba KA, si la récente promulgation de la loi sen startup act qui encadre désormais le secteur a apporté une bouffée d'air frais dans l'environnement entrepreneurial, la faible collaboration entre structures d'accompagnement reste un obstacle de taille.

Dans ce sillage, Pape Ba Gahn admet que les bases de la structuration d'un bon écosystème entrepreneurial sont déjà jetées, même si les résultats escomptés tardent à se produire. L'accompagnement recouvre trois aspects : le prêt accompagnement, la garantie de financement et le suivi post financement. Il devient dès lors nécessaire que les structures qui en assument la charge mutualisent leurs synergies en s'inscrivant dans une dynamique de collaboration pour

créer une chaîne de services complets indispensables au développement du parcours de l'entrepreneur. Le plus grand défi qui se pose aujourd'hui à ce secteur est relatif à la création de données sectorielles qui faciliteraient les prévisions économiques sur l'investissement.

Ces structures de base, déplore Lamba KA, sont fortement centralisées au niveau de la capitale, les régions de l'intérieur du pays étant laissées pour compte. A cela vient s'ajouter la problématique de l'usage exclusif de la langue française qui constitue parfois un facteur de blocage puisque la majorité des personnes ciblées par les programmes d'accompagnement s'expriment dans les langues locales.

La problématique du financement

Pape Ba Gahn relève une panoplie de mécanismes de financement allant du crédit au financement participatif, en passant par les fonds d'investissement. Parallèlement à ceux-là, il existe des fonds spécifiques publics, avec un taux allégé, que l'Etat met en place pour accompagner les entrepreneurs (exemple de la DER qui finance avec un taux de 5%). Des mécanismes de garantie sont également prévus, en partenariat avec les banques.

Le financement classique implique des intérêts élevés et des garanties bancaires, avec un calendrier de remboursement bien défini. Les business angels, les capitaux risqués et les fonds equity sont les moyens de financement qui s'intéressent particulièrement aux startups, mais dont les billets d'entrée sont très élevés par rapport au contexte sénégalais. A ce propos, le financement solidaire rotatif, circuit traditionnel bien ancré dans nos sociétés, reste le modus operandi le plus adapté à nos réalités. Les décideurs devraient dès lors réfléchir sur sa modernisation de sorte à produire un impact plus significatif dans l'accompagnement financier des entrepreneurs.

Mais pour Lamba KA, c'est la microfinance qui mène la danse dans l'écosystème entrepreneurial sénégalais du fait qu'elle facilite davantage l'accès pour les entrepreneurs informels au financement, malgré le taux d'intérêt relativement élevé. L'autofinancement reste somme toute le mécanisme le plus sécurisant et de plus en plus, les entrepreneurs font recours au crowdfunding. Le grand challenge du moment, pour le Sénégal, c'est de mettre en place des fonds prêts-amorçage, pour appuyer les entrepreneurs qui démarrent, ainsi que des fonds d'investissement pour les entrepreneurs à impact. L'insuffisance de l'éducation financière des entrepreneurs est tout autant une problématique centrale qui requiert une attention particulière.

Le modèle du contract farming (agriculture contractuelle), système de production agricole fondé sur des accords commerciaux entre acheteurs de l'industrie agroalimentaire et agriculteurs et autres exploitants agricoles qui s'est avéré efficace, semble être une alternative crédible qui peut être transposée dans les autres unités économiques.

Conclusion

La jeunesse ne doit plus passer à côté des opportunités multiples que leur offrent les secteurs à forte croissance tel que l'agriculture. Il n'y a aucun mystère à percer pour se frayer un chemin dans ce domaine, il suffit juste d'oser et d'y croire. Par ailleurs, les femmes qui représentent la majorité des entrepreneurs sur le continent méritent une grande attention, en termes de capacitation en outils et de financement, pour mettre à leur disposition les moyens nécessaires au développement de leurs entreprises.

Les structures de financement gagneraient beaucoup à tendre vers une collaboration sérieuse pour une compréhension approfondie des besoins des entrepreneurs, afin d'y apporter les réponses appropriées.

06/07/2020

GOUVERNANCE DES RESSOURCES MINÉRALES : IMPACT DE LA COVID-19 ET NOUVEAUX DEFIS

Dr Ousmane CISSE, Alioune Badara PAYE

Le sous-sol sénégalais regorge d'une grande diversité de ressources minérales liquides et solides. Jusqu'à récemment, leur exploitation se limitait au phosphate qui constitue, depuis les années 50, un des fleurons de l'industrie minière et un pilier important de l'économie nationale. En disposant que les ressources naturelles, jadis propriété de l'Etat, appartiennent désormais au peuple (art 25.1 de la Constitution), la loi référendaire de 2016 a introduit une innovation de taille dans la gouvernance du secteur.

L'exploitation et la gestion de ces ressources, conformément aux dispositions constitutionnelles, doivent se faire dans la transparence, de façon à générer la croissance et à promouvoir le bien-être des populations et un environnement sain.

Cadres juridique et institutionnel

D'après l'ingénieur géologue Alioune Badara PAYE, la bonne gouvernance des ressources naturelles repose sur une bonne réglementation, des institutions fortes et indépendantes, une masse critique de citoyens informés pour un contrôle citoyen effectif et un environnement favorable.

Aujourd'hui, le défi majeur qui se pose dans la gestion de ce secteur est relatif à la question du recouvrement des redevances des industries extractives, certaines entreprises n'honorant même pas la taxe superficielle, selon le rapport de l'ITIE portant sur l'année 2018. Cela soulève d'une part, un problème d'applicabilité des textes souvent inadaptés à l'économie réelle, et d'autre part, un défaut de modélisation des contrats d'exploitation.

A tout cela vient s'ajouter la problématique de l'exonération de la fiscalité locale actée dans les conventions minières. En effet, il s'avère que 98% des recettes du secteur sont captées par l'Etat au détriment des collectivités territoriales qui ne bénéficient pas véritablement des retombées économiques de l'exploitation des ressources minérales. Les sociétés extractives ne produisent guère un impact significatif sur les zones impactées, encore moins sur les collectivités dans leur globalité. Or, c'était justement pour prévenir les dérives de ce genre que le principe de péréquation a été consacré, à travers l'institution du Fond d'appui au développement local.

Les impacts de la pandémie à Covid-19 sur le secteur minier

Le secteur minier emploie près de 8000 personnes dont 95 % de nationaux, d'après Dr Ousmane CISSE. C'est ce qui explique que, malgré les graves perturbations notées dans les chaînes de rotation de la main d'œuvre, la production de certaines ressources, comme l'or et le zircon qui constituent à eux seuls 90% de la redevance minière, soit maintenue constante, voire en progression. Toutefois, les exportations ont chuté de 5,3 % et par la même occasion, les coûts liés au transport et à la logistique ont connu une flambée.

Les produits pondéreux tels que le phosphate, l'engrais, l'acide sulfurique qui ne représentent que 2% de la redevance, ont connu, en revanche, un taux de 200% à l'export. En tout état de cause, c'est le secteur de l'orpaillage qui semble être le plus affecté par cette crise, par rapport au secteur industriel. D'où l'impératif pour l'Etat, d'après Monsieur PAYE, d'accompagner ces acteurs pour une reconversion professionnelle dans d'autres secteurs comme l'agriculture.

Les principales contraintes causées par la pandémie se rapportent aux mesures de restriction de la mobilité sur le territoire et à la rupture des chaînes d'approvisionnement du fait de la fermeture des frontières. Ce qui pose la nécessité d'une relocalisation du centre de prestation de biens et services et donc, d'une accélération du développement d'un hub minier. Pour cela, il faudrait que l'Etat donne au secteur privé local l'opportunité de s'éclorre à travers les partenariats et l'innovation, grâce à des facilitations administrative, fiscale, financière et un plus grand accès à l'information.

Défis et perspectives

Au niveau mondial, la tendance qui se dessine actuellement est la transition écologique qui privilégie les énergies renouvelables, beaucoup moins coûteuses et plus rentables que les énergies fossiles. Ce qui risque de freiner les perspectives d'exploitations des hydrocarbures sur le continent. D'où la nécessité, pour Alioune B. PAYE, de réfléchir rapidement sur des alternatives crédibles.

De son côté, Dr O. CISSE semble plus préoccupé par l'utilisation accrue de la technologie dans l'exploitation minière dans ce contexte, notamment l'autonomisation des fonctions qui peut s'avérer intéressante dans le cadre de la production des mines, mais inadéquat dans notre contexte où les populations ont de très fortes attentes en termes d'emploi. Par ailleurs, les statistiques ont fait constater qu'au Sénégal, tous les minerais, à l'exception de l'or, ont connu une baisse de production, alors même que la capitale qui concentre moins d'opérations minières est la zone la plus infectée par le virus. Cela doit susciter une réflexion, au-delà du dispositif réglementaire prévoyant des conditions d'hygiène/qualité/sécurité, sur la création d'un cadre beaucoup plus harmonisé qui permette de minimiser l'impact des causes de forces majeures sur les chaînes de productions. Il faudrait également encourager l'entrepreneuriat dans le secteur minier et valoriser l'ingéniosité locale pour permettre une meilleure diffusion des revenus des ressources minérales.

PAYE estime que les ressources naturelles devraient être appréhendées comme une simple opportunité, si l'on veut éviter le syndrome hollandais. Il faudrait aussi créer des liens intersectoriels pour apporter une certaine cohérence à nos politiques de développement et rétablir l'équilibre de la balance commerciale. Certes, la prise en compte du facteur humain dans le système productif est importante, mais ce n'est pas pour autant que l'on devrait perdre de vue l'importance de l'intelligence artificielle devenue de nos jours incontournable dans la construction de secteurs industriels performants. Il faut investir dans l'investissement, c'est-à-dire les services sociaux de base, pour pouvoir soutenir les autres secteurs.

ENJEUX ET OPPORTUNITES DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Elias W. BA, Insa TOURE

L'intelligence artificielle se définit comme l'ensemble des théories et des techniques développant des programmes informatiques complexes capables de reproduire ou de simuler certains traits de l'intelligence humaine et animale, notamment le raisonnement et l'apprentissage. Ces techniques reposent sur des modélisations mathématiques et neuroscientifiques.

Ce concept forgé par la génération de scientifiques des années 50 a beaucoup évolué à tel enseigne qu'elle est aujourd'hui devenue une donnée stratégique incontournable qui offre à l'homme une assistance beaucoup plus facile et automatisée dans presque tous ses domaines d'activité.

L'intelligence artificielle dans les politiques publiques sénégalaises

C'est une science qui est encore balbutiante en Afrique du fait du faible intérêt qu'elle suscite chez les décideurs publics.

Au Sénégal, des efforts sont en train d'être fournis par l'Etat, fait constater Insa Touré, notamment en matière de protection des données, avec l'institution, par la loi n° 2008-12 du 25 janvier 2008, de la Commission de la protection des données personnelles. Quoiqu'autorité administrative indépendante, cet organe ne dispose pas d'un pouvoir de répression, son domaine de compétence étant simplement limité à l'accompagnement et au conseil. C'est dire que le cadre juridique qui encadre le secteur est encore faible.

Ces efforts sont toutefois insuffisants, note Elias. En effet, l'IA en tant que science requiert un sérieux travail de recherche et de développement, des investissements et des plateformes de réflexion et de vulgarisation des travaux accomplis dans le secteur. Or, tous ces éléments n'ont pas suffisamment attiré l'attention des décideurs qui semblent du reste peu conscient de l'enjeu stratégique d'avenir que représente ce phénomène. Pourtant, notre pays regorge d'esprits novateurs aux projets de recherche ambitieux que la crise a révélés et qui ne demandent qu'à être accompagnés à travers la création d'infrastructures adéquates et la mise à disposition des ressources nécessaires.

L'intelligence artificielle dans le contexte de la pandémie à Covid-19

L'IA n'a jamais été, comme aujourd'hui, au service de la cause humaine. Dans le contexte actuel, elle s'est déployée comme une arme contre le coronavirus, notamment en termes de contrôle et de prévention. Insa a identifié trois axes clés d'intervention de l'IA dans la gestion de cette crise planétaire : la recherche de remède, l'accélération du diagnostic et le traçage du virus.

Dans la recherche de vaccin contre l'intrigant Covid-19, nombreuses sont les institutions qui ont mis au point de nouvelles technologies d'IA, pendant que d'autres exploitent celles déjà existantes. Le groupe américain de biotechnologie médicale, Moderna, a ainsi beaucoup travaillé sur la capacité de traitement du processus de recherche et de segmentation ainsi que

déploiement des protéines. On s'est alors rendu compte que les processus de l'IA durent 29 secondes, au lieu de 55 secondes, pour chaque test individuel. Un autre programme s'intéressait sur le processus de repliement des protéines au niveau du génome humain. Tout cela a contribué à simplifier la recherche de solutions et à gagner beaucoup plus de temps en permettant de prévoir les mutations du virus.

L'IA prête aussi main forte aux laboratoires, notamment en accélérant le processus de diagnostic du virus. Les robots sont également d'une grande aide dans la gestion des malades et la maintenance au niveau des hôpitaux. Des étudiants de l'Ecole supérieure de polytechnique de Dakar développaient ainsi Doctor car, un robot qui permet au personnel soignant d'interagir avec les malades sans pour autant être en contact direct avec eux. Ces initiatives innovatrices fortement saluées ne sont malheureusement pas bien suivies par les décideurs publics, dans le sens d'encourager leur multiplication dans les structures sanitaires.

Sur le plan continental, la Commission des Nations unies pour la santé a mis en place le PERC pour outiller une vingtaine de pays africains, dont le Sénégal, en technologies d'IA pour faciliter la collecte de données de traçage et de suivi des personnes contaminées par le virus. Cela pour faciliter la prise de décision politique.

Intelligence artificielle et sécurité

Cette intervention d'un organisme étranger dans l'exploitation des données des populations locales, nous dit Insa, pose toutefois un problème de souveraineté numérique de nos Etats vulnérables qui les exposent à des risques pour leur sécurité nationale. Encore que cette expertise en matière de collecte et de traitement de données soit bien existante au niveau local. D'où l'impératif pour les nations, selon Elias, de réfléchir sur l'élaboration d'un cadre normatif collectif qui encadre cette question de l'exploitation des données personnelles.

La question très controversée de la robotisation de la guerre n'est pas si alarmante que le présage l'opinion, rassure Insa, puisque chaque avancée technologique est accompagnée d'une dose suffisante d'éthique. La communauté internationale devrait néanmoins se repositionner sur l'utilisation parfois abusive de ces technologies, bien que le contrôle de leurs auteurs reste un défi majeur pour la sécurité internationale.

Conclusion

Elias exhorte les individus, surtout les jeunes, à davantage s'intéresser à cet enjeu d'avenir qu'est l'IA dont les chantiers sont très vastes. Aux autorités, il recommande de créer l'environnement favorable à l'épanouissement des jeunes pétris de talents qui évoluent dans ce domaine, de sorte à les permettre de proposer des solutions efficaces à nos problèmes technologiques. Insa aborde dans le même sens en insistant sur l'assimilation des leçons tirées de cette crise pour une meilleure prise en compte de la question dans les politiques publiques.

13/07/2020

ENTREPRENEURIAT AGRICOLE : VERS UN RETOUR A L'AGRO-ÉCOLOGIE APRES LA PANDEMIE À COVID-19 ?

Souleymane AGNE, Yacine YADE

Perçue comme une alternative à l'agriculture intensive qui repose sur l'artificialisation des cultures par l'usage d'intrants chimiques, l'agroécologie est un ensemble de pratiques promotrices de systèmes alimentaires viables, tenant compte des équilibres de la nature et des services qu'elle rend et donc, respectueux des hommes et de leur environnement. Pour Souleymane Agne, elle consiste tout simplement à laisser la nature faire son travail.

Au Sénégal, cette forme d'agriculture tarde encore à se généraliser, malgré l'existence d'un écosystème qui y est favorable, constate Yacine YADE. Cependant, dans certaines zones (Kédougou, par exemple), les acteurs agricoles l'intègrent de plus en plus dans leurs pratiques.

Souleymane estime qu'il y'a un sérieux travail de sensibilisation à faire sur les avantages de la démarche agroécologique et les conséquences désastreuses de l'agriculture conventionnelle sur la santé et l'environnement. C'est ce qui explique, selon lui, ce grand retard dans la transition agroécologique. L'une des contraintes majeures que l'on relève dans ce secteur reste liée à l'incapacité de l'Etat à garantir aux agriculteurs le capital semencier.

Quelles opportunités pour les jeunes et les femmes ?

Si pour Yacine, la passion et le goût du risque sont des atouts majeurs pour percer dans le secteur agricole, Souleymane soutient que l'agriculture est avant tout un métier avec des règles et itinéraires techniques à suivre, qui ne doit pas être réduit à une bouée de sauvetage pour les âmes désespérées. La maîtrise d'un certain nombre de rudiments est donc nécessaire pour se lancer dans l'agro-entrepreneuriat.

La fertilité des terres, la disponibilité de l'eau et la démographie jeune sont autant de potentialités inouïes à mettre à profit pour faire de l'agriculture un moteur puissant de croissance économique. Ce secteur pourrait absorber une part importante des jeunes en recherche d'emploi, les femmes y occupant déjà une place centrale puisque présentes dans toute la chaîne de valeur. La solution pour le Sénégal, pense Souleymane, se trouve dans l'exploitation familiale. Les acteurs de ce système encore rudimentaire ne bénéficient pas d'un bon accompagnement dans la transition vers de nouvelles pratiques leur permettant d'améliorer leur productivité. Les programmes initiés dans ce sens par les différents régimes sont pléthoriques mais ne sont pas durables car généralement limités par une absence de continuité des politiques et réformes. A cela vient s'ajouter le problème lancinant du bradage des terres agricoles par les décideurs à des opérateurs nationaux et étrangers. Les autres obstacles résident dans la faiblesse des infrastructures de transport et de logistique, l'insuffisance des unités de transformation et des abris de stockage.

L'agriculture biologique et le « consommer local »

L'agriculture biologique est cette méthode de production agricole qui exclut l'usage des produits chimiques de synthèse – auxquels fait recours l'agriculture conventionnelle – et des OGM (organismes génétiquement modifiés) et qui privilégie la qualité des produits. Ce qui fait que les produits bio sont les meilleurs pour la santé humaine, même si les rendements de l'agriculture biologique sont moins importants que ceux de l'agriculture industrielle. En plus de respecter l'environnement, cette méthode d'exploitation agricole consomme moins d'eau et d'énergie. D'où la nécessité, selon Yacine, de tendre vers son universalisation. Elle exhorte surtout les femmes à adopter les pratiques de micro-jardinage des légumes et plantes aromatiques, pour se départir des épices artificielles dont les effets dévastateurs sur la santé ne sont plus à prouver.

En matière de promotion du développement de l'agriculture, la production et la consommation locales sont incontournables, assure Souleymane. Pour impulser cette dynamique, les agriculteurs doivent d'abord s'unir et travailler en parfaite synergie, dans une logique de valorisation, pour créer des approches filières. A ce titre, l'exemple de FRAISEN, réseau national (maintenant panafricain) de production de fraises qu'il a lui-même initié, est très probant. A ce niveau aussi, un travail de sensibilisation est nécessaire.

Yacine dont la phrase de culte est « consommons ce que nous produisons et produisons ce que nous consommons » incite les consommateurs à valoriser les produits locaux, notamment en les privilégiant sur les produits importés.

Conclusion

Les producteurs agricoles dans leur globalité doivent aujourd'hui tendre vers l'agroécologie puisque c'est elle qui préserve le mieux la santé humaine et l'environnement, conclut Souleymane. Et de recommander aux jeunes de ne plus hésiter à s'engager dans ce secteur, notre richesse première étant la terre. La voie sûre, c'est donc d'y retourner pour valoriser ce que nous avons, dans un esprit collectif.

Pour clôturer son propos, Yacine nous invite à méditer sur ce vieil aphorisme de Xénophon qui n'a rien perdu de sa valeur : « *l'agriculture est la mère de tous les arts : lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospèrent ; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent, sur terre comme sur mer* ».

16/07/2020

SESSION SPECIALE PRESIDENTIELLE

LE LEADERSHIP POLITIQUE AFRICAIN : DES LUTTES DE LIBÉRATION AUX DÉFIS CONTEMPORAINS, QUELS LEGS GÉNÉRATIONNELS ?

Pour cette édition spéciale consacrée au legs générationnel du leadership politique africain, Elimane Haby KANE recevait l'ancien Président de la République du Cap-Vert, le Commandant Pedro PIRES et le Professeur Abdoulaye BATHILY, deux figures de la lutte pour la libération des peuples africains, pour tenir un échange intergénérationnel avec la jeunesse africaine, ici dignement représentée par Honorable Zeinab CAMARA, députée à l'assemblée nationale de la république de Guinée et Thierno Souleymane NIANG, auteur et membre de la société civile panafricaine, autour d'un dialogue intergénérationnel sur leurs expériences politiques et les défis de l'heure.

Les luttes de libération pour l'indépendance

Des luttes armées aux négociations politiques, les chemins de l'indépendance ont été longs et fastidieux, raconte Président Pires. Les sacrifices consentis pour mettre fin au système d'exploitation et d'oppression coloniale dépassent l'entendement et méritent d'être évalués et valorisés, aujourd'hui. La colonisation est un véritable crime contre l'humanité, à cause des conséquences humanitaires tragiques, provoquant des divisions entre les mêmes peuples et la restructuration des institutions sociales et culturelles, très difficiles à évaluer, jusqu'à aujourd'hui.

Certes, l'indépendance peut dans une certaine mesure être plus effective lorsqu'elle est acquise par les armes, mais la libération qui doit s'en suivre est fortement dépendante du rapport du leader au pouvoir après la victoire, selon qu'il se positionne en conquérant ou en libérateur de son peuple, et de son éthique politique. L'idéologie qui oriente sa vision politique pour l'Etat est tout aussi déterminante. Pour mieux comprendre cela, Président Pires propose de comparer la Guinée Bissau qui a pourtant joué un rôle central dans l'effondrement de l'empire colonial portugais, suite à l'opération Cabral à celui du Cabo Verde, dont l'indice de développement humain et les indicateurs de bonne gouvernance sont parmi les meilleurs en Afrique. En rendant le pouvoir au peuple, les leaders cap-verdiens ont réussi une certaine « civilisation » du pouvoir. C'est pour dire que la lutte armée peut comporter des risques énormes qui peuvent conduire les combattants à se considérer comme les maîtres du pays. L'une des tragédies des luttes armées était par ailleurs liée à l'africanisation de la guerre de libération qui a divisé et opposé des fils des mêmes peuples africains.

Interpellé sur les fondements de sa gestion vertueuse des affaires publiques, Président Pires estime que le leader doit définir de manière claire sa propre vision politique, articulée sur des programmes de développement social. Le meilleur modèle politique pour l'Afrique, c'est l'Etat social.

Si pour Pr Bathily, Président Pires est la personnification parfaite de la fidélité aux principes et valeurs qui ont guidé le processus de libération nationale, feu Amilcar Cabral dont la pertinence

de l'approche sur les questions africaines n'a rien perdu de sa valeur, reste le leader politique le plus visionnaire qui aura le plus marqué sa génération. D'après lui, l'indépendance des pays africains est le fruit du combat homérique de leurs peuples mobilisés, à travers des coalitions politiques, derrière des leaders éclairés dont la pertinence du mot d'ordre a montré la voie de la liberté. Le coup d'envoi de ce processus des indépendances a été donné par le Ghana indépendant dès 1957. Auparavant, la révolution des officiers libres au Caire (Egypte, 1952) sonnait déjà un déclic. Le déclenchement de ces processus est lié à un mouvement global impulsé en Asie, en Afrique et en Amérique latine qui a poussé le régime colonial à reculer et à réadapter le système de domination à l'évolution du contexte. Les indépendances négociées étaient donc obtenues sous la contrainte de ces luttes populaires.

Du prytanée militaire d'où il a été exclu à cause de son engagement politique précoce fondé sur les idéaux du panafricanisme, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar où il a conduit la fameuse grève de mai 68 qui réclamait une décolonisation de l'enseignement supérieur, Pr Bathily s'est toujours épris de liberté, de progrès et de justice sociale. C'était une façon pour les jeunes de sa génération de manifester leur solidarité aux mouvements de libération nationale qui bouillonnaient partout sur le continent et ailleurs dans le reste du monde.

La bataille de l'indépendance a été gagnée mais les anciennes puissances coloniales se sont organisées de sorte à garder l'essentiel de leurs intérêts sur place. Ce qui explique la continuité de ces luttes des peuples africains qui n'auront de cesse que lorsque cette indépendance formelle acquise à travers le drapeau et l'hymne national, sera parachevée par l'exécution de l'essentiel de l'ordre du jour, à savoir l'unité de l'Afrique, la libération économique, une éducation africaine au service du continent. Autant d'idéaux que cette pandémie à Covid-19 a réactualisé, en interpellant la génération actuelle sur la tâche fondamentale de la transformation structurelle qualitative de nos économies pour répondre aux besoins et aspirations des masses populaires. Si l'Afrique, malgré ses ressources naturelles énormes a raté son envol, c'est tout simplement parce que nous n'avons pas réussi jusqu'ici à faire advenir cette transformation qualitative d'une économie guidée par le pacte colonial (cette même logique suivie par les cadres de partenariat actuels) issu de la Conférence de Berlin, à une économie centrée sur les intérêts propres des peuples africains.

Les défis contemporains

L'engagement et la lutte des jeunes pour l'unité africaine est, pour la jeune députée Zeinab Camara, un héritage du combat de Sékou Touré et de tous les autres devanciers.

Le défi majeur qu'elle relève ici est d'ordre identitaire. En effet, la jeunesse africaine n'est pas suffisamment imprégnée de son histoire. Il est l'heure pour elle de s'approprier son narratif en étant au fait de toutes les luttes de libération du continent. Ce qui passe nécessairement par la réintégration de l'enseignement de l'histoire et des cultures africaines dans les programmes d'éducation. La jeunesse africaine doit aussi apprendre à mieux se connaître pour bâtir des relations fraternelles et au-delà, des nations justes et convergentes vers cette unité africaine tant clamée par les pères des indépendances. Pour cela, une intégration physique à travers la

construction d'infrastructures régionales, voire continentales, est nécessaire, mais aussi des programmes d'échanges universitaires qui favorisent la mobilité et le brassage des jeunes africains, en Afrique.

Le deuxième défi est d'ordre idéologique et se rapporte au leadership. L'engagement politique des jeunes doit plus que jamais s'affirmer, surtout au niveau local, pour instaurer des institutions publiques fortes et assurer la bonne gouvernance de nos administrations aujourd'hui gangrénées par le phénomène de la corruption. Les NTIC constituent, de ce point de vue, un outil puissant qui facilite la transparence dans la conduite des affaires publiques. Toutefois, cela ne se produira pas tant qu'il y'aura cette déconnexion entre l'élite dirigeante et la jeunesse et ce fossé énorme entre les politiques publiques et les réalités sociales. Mieux enclins à comprendre les problèmes sociaux, les femmes devraient aussi construire un leadership fort basé sur l'empathie.

La concurrence malsaine et contreproductive entre les nations africaines constitue également un défi majeur à surmonter pour mettre à profit le fort capital humain et les avantages compétitifs de chaque Etat, afin de développer un marché continental vaste et diversifié.

Thierno Souleymane Niang, de son côté, évoque un essentialisme des idéologies qui se traduit par une passivité de la deuxième génération après les indépendances qui, au lieu de suivre la trame des grandes figures de la libération du continent, se sont appropriés des systèmes de gouvernance venus d'ailleurs qui s'avèrent incompatibles avec nos réalités. Aujourd'hui la jeunesse africaine majoritairement décomplexée a compris que le changement tant escompté qui doit advenir sur notre continent n'est pas forcément l'apanage des partis politiques qui ne répondent plus aux aspirations collectives, l'engagement politique n'étant pas que partisan. Il est bien possible, en effet, de contribuer au rayonnement de sa localité, de son pays ou de son continent en apportant ses idées. Pour lui, cette crise liée à la Covid-19 est un grand révélateur de notre échec dans la création de dynamiques internes propulseurs d'un système de développement qui nous est propre.

L'un des défis de l'heure est, selon Thierno, lié à l'exploitation des données numériques par les géants du web, GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon) qui amassent des milliers d'informations personnelles d'une jeunesse africaine hyper connectée à des fins encore inconnues. L'insécurité qui sévit dans le Sahel, le problème de l'immigration et la question de l'environnement sont autant de défis communs qui nécessitent des réponses collectives coordonnées à l'échelle continentale. Cela requiert un certain degré d'intégration dans tous les secteurs d'activités. Les chefs d'Etat doivent dès lors tordre leur souveraineté de micro-états qui est assez émietté afin de constituer un seul bloc pour rayonner sur la scène internationale. La faible implication des jeunes dans les instances de décisions reste une préoccupation majeure qui interpelle les autorités publiques.

Conclusion

Les grands changements auxquels nous aspirons doivent se matérialiser dans un temps long, conclut Thierno Niang. Si les pays africains souhaitent être entendus dans le monde, ils doivent avoir des synergies en privilégiant une dynamique unitaire. Ce qui leur faut surtout, c'est d'avoir

des leaders politiques forts conscients des aspirations profondes des citoyens. A ce propos, Zeinab Camara invite les jeunes à apprendre des erreurs du passé pour se positionner comme cette nouvelle génération de politiciens modèles. La voie sûre, assure-t-elle, c'est le retour à la base : l'éducation des jeunes. Le débat fondamental qui vaille véritablement d'être posé, selon elle, est celui du développement socio-économique des nations africaines.

Pr Bathily est plutôt rassuré par la nouvelle génération qui assure la relève en s'attaquant aux défis de l'heure dans les conditions de son époque. Une chose est certaine, la manière de faire de la politique ne sera plus comme avant. Deux voies s'offrent ainsi aux jeunes : le militantisme politique et l'engagement autour de principes et des valeurs qui demeurent fondamentales dans toutes les circonstances. Après avoir magnifié la contribution de la société civile dans les processus démocratiques et culturels, Pr Bathily encourage la création d'entreprises économiques et commerciales panafricaines et championnes dans tous les domaines et qui éliminent les barrières entre Etats.

La libération de notre continent est un long processus qui engage la responsabilité de toutes les générations, avertit Président Pires, avant d'exhorter la jeunesse africaine à exploiter les nouvelles opportunités du numérique pour établir une connexion entre les pays africains et exercer une influence chez les autres. L'Afrique a certes beaucoup progressé mais la valorisation des luttes de libération et des moyens et idées est un travail qui reste encore à faire pour, maintenant, réaliser la libération économique du continent.

20/07/2020

RECOMMANDATIONS

1. Aux décideurs publics

Education, enseignement supérieur et recherche

Pour une politique cohérente de l'éducation et de la formation, gage de souveraineté scientifique, nous préconisons :

- Une volonté politique affirmée des décideurs à mettre à la disposition de l'éducation et de la recherche les ressources nécessaires ;
- La réappropriation des langues nationales dans le sens d'améliorer les systèmes éducatifs ;
- Une prise de conscience du rôle essentiel de l'histoire et des sciences sociales et humaines, en général, pour armer le citoyen dans la construction de la société ;
- Assurer la continuité, dans la durée, des réformes sur l'éducation et l'enseignement supérieur ;
- La prise en charge de l'éducation religieuse et morale dans le système éducatif ;
- Mettre à la disposition des universités l'équipement indispensable à la recherche et à la formation dans les sciences nouvelles (intelligence artificielle, big data, cybersécurité, génétique moléculaire, biotechnologie, physique nucléaire, physique de l'espace, nanotechnologie, etc.).
- Développer la pédagogie créative pour permettre aux apprenants de forger l'esprit scientifique, de s'approprier les connaissances et de les utiliser pour fertiliser la créativité et l'innovation ;
- Plus de formateurs professionnels qualifiés pour accompagner les adultes dans l'apprentissage ;
- Diversifier les ressources éducatives en privilégiant une fertilisation croisée entre le formel et l'informel ;
- Investir sur la recherche, le développement et la création de plateformes de réflexion sur l'intelligence artificielle ;
- Créer un écosystème favorable à l'épanouissement des jeunes qui évoluent dans le numérique, de sorte à leur permettre de proposer des solutions efficaces à nos problèmes technologiques.

Agriculture

- Mettre à profit les potentialités que représentent la fertilité des terres, la disponibilité de l'eau et la démographie jeune pour faire de l'agriculture un moteur puissant de croissance économique. Ce secteur pourrait absorber une part importante des jeunes en recherche d'emploi ;
- L'universalisation de la méthode de l'agriculture biologique et la promotion des pratiques agroécologiques pour réussir la transition agroécologique ;

- Développer l'exploitation familiale en accompagnant les acteurs de ce système encore rudimentaire dans la transition vers de nouvelles pratiques leur permettant d'améliorer leur productivité ;
- Assurer la continuité des programmes agricoles initiés par les différents régimes qui se succèdent au pouvoir pour produire l'impact attendu ;
- La création d'infrastructures de transport et de logistique adéquates, des unités de transformation et des abris de stockage.

Société

- Une plus grande implication des religieux dans les institutions, compte tenu de leur grande influence sur les citoyens et de leur rôle central dans l'apaisement des tensions, notamment à travers la création d'un Conseil supérieur des religieux ;
- La résolution de la problématique des « daara » ;
- S'appuyer sur la valeur inestimable de la cohésion sociale pour impulser les changements qui doivent advenir pour notre pays ;
- La promotion du modèle sénégalais du vivre-ensemble et de la tolérance, en commençant par la consécration d'une semaine nationale du vivre-ensemble.

Gouvernance des ressources naturelles

- Au-delà du dispositif réglementaire prévoyant des conditions d'hygiène/qualité/sécurité, créer un cadre beaucoup plus harmonisé qui permette de minimiser l'impact des causes de forces majeures sur les chaînes de productions ;
- Valoriser l'ingéniosité locale en encourageant l'entrepreneuriat dans le secteur minier pour permettre une meilleure diffusion des revenus des ressources minérales dans la société ;
- Relocaliser le centre de prestation de biens et services et accélérer le développement du hub minier. Pour cela, il faudrait que l'Etat donne au secteur privé local l'opportunité de s'éclorre à travers les partenariats et l'innovation, grâce à des facilitations administrative, fiscale, financière et un plus grand accès à l'information ;
- Résoudre la problématique de l'exonération de la fiscalité locale actée dans les conventions minières pour permettre aux collectivités territoriales de bénéficier des retombées économiques de l'exploitation des ressources minérales ;
- Rendre effectif le recouvrement des redevances des industries extractives ;
- Adapter les textes à l'économie réelle et modéliser les contrats d'exploitation.

Entrepreneuriat

- Mettre en place des prêts-amorçage pour appuyer les entrepreneurs qui démarrent, ainsi que des fonds d'investissement pour les entrepreneurs à impact ;
- Assurer une éducation financière des entrepreneurs ;

- Moderniser le financement solidaire rotatif qui reste un circuit traditionnel bien ancré dans nos sociétés et le modus operandi le plus adapté à nos réalités, de sorte à produire un impact plus significatif dans l'accompagnement financier des entrepreneurs ;
- Une plus grande collaboration des structures d'accompagnement entrepreneurial afin de créer une chaîne de services complets indispensables au développement du parcours de l'entrepreneur ;
- La création de données sectorielles qui faciliteraient les prévisions économiques sur l'investissement ;
- Décentraliser les structures d'accompagnement et offrir plus d'opportunités aux femmes et aux acteurs informels afin de stimuler positivement l'économie locale ;

Tourisme et industrie culturelle

- Une délimitation claire du périmètre de gouvernance des domaines de l'activité touristique particulièrement transversale ;
- Un transfert de compétence aux collectivités territoriales plus effectif et un bon aménagement des zones et sites touristiques ;
- Développer un tourisme domestique articulé sur les systèmes de valeurs endogènes et privilégier le tourisme culturel qui met en évidence les ressources créatives et le savoir-faire local, tout en créant un environnement propice à l'éclosion de la créativité des individus – puisque les industries culturelles sont essentiellement basées sur la création ;
- Remédier au manque notoire d'informations touristiques et à la faible communication visuelle sur les sites touristiques et plus généralement, sur l'image du Sénégal, pour une plus grande visibilité ;
- Mettre en place des circuits transnationaux pour drainer le marché régional, le tourisme constituant par ailleurs un grand levier d'intégration ;
- Développer le tourisme de proximité qui cible les pays frontaliers et le tourisme de transit ;
- Impliquer davantage les acteurs à la base dans l'élaboration des stratégies afin d'atteindre avec succès les objectifs définis ;
- Encourager une production de masse dans l'industrie culturelle et tendre vers la formalisation du secteur ;
- Encourager la production de supports ainsi que les circuits de diffusion, de distribution et de commercialisation qui permettront aux acteurs culturels de capter des valeurs ajoutées.

2. A l'intention des entreprises

En ces temps de crise, il faut :

- Faire preuve d'adaptabilité, de flexibilité et d'agilité en développant la communication de crise à travers l'exploitation l'outil stratégique que représente l'intelligence économique et financière ;

- Repenser les stratégies d'approvisionnement, de production et de distribution en se focalisant sur une clientèle locale, afin de conquérir le marché interne et déployer la stratégie de domination par les coûts pour intéresser le plus grand nombre ;
- Innover en s'orientant vers de nouvelles sources de financement ;
- Diversifier les activités et réorienter ses besoins en développant l'entrepreneuriat social qui est plus adapté à ce contexte ;
- Développer un marketing de réseau qui permet une croissance exponentielle de gains, et la digitalisation ;
- Accrocher le story telling au contexte de crise, afin de préserver sa crédibilité auprès de la clientèle, notamment en mettant en avant la dimension sociale ;
- Dérouler une campagne de marketing basée sur l'intelligence émotionnelle pour revaloriser le consommateur local ;
- Labéliser les produits locaux afin de rassurer et gagner la confiance des consommateurs ;
- Les producteurs agricoles doivent aussi s'unir et travailler en parfaite synergie, dans une logique de valorisation, pour créer des approches filières.

3. Aux citoyens

- L'engagement politique des jeunes autour des principes et des valeurs qui demeurent fondamentales dans toutes les circonstances, surtout au niveau local, pour instaurer des institutions publiques fortes et assurer la bonne gouvernance de nos administrations aujourd'hui gangrenés par le phénomène corruptif ;
- S'approprier notre histoire à travers la valorisation et la perpétuation du combat des grandes figures de la libération de nos nations ;
- Valoriser les produits locaux, notamment en les privilégiant sur les produits importés ;
- Révolutionner le rapport que nous avons au bien culturel afin de fructifier les richesses culturelles incommensurables que recèle notre pays ;
- Soutenir davantage le tourisme local en sillonnant notre pays pour découvrir ses profondeurs et vivre ses belles cultures ;
- Adopter les pratiques agroécologiques et en particulier, du micro-jardinage des fruits, légumes et plantes aromatiques, pour se départir des épices artificielles dont les effets dévastateurs sur la santé ne sont plus à prouver.

4. Pour une Afrique post Covid-19 souveraine, digne et responsable...

Perspectives économiques

- Amorcer une transformation qualitative d'une économie guidée par le pacte colonial (cette même logique suivie par les cadres de partenariat actuels) issu de la Conférence de Berlin, à une économie centrée sur les intérêts propres des peuples africains ;
- Redéfinir nos propres normes et règles d'industrialisation et de développement durable pour gagner la compétition au niveau planétaire ;

- Mettre fin à la concurrence malsaine et contreproductive entre les nations africaines pour mettre à profit le fort capital humain et les avantages compétitifs de chaque Etat, afin de développer un marché continental fort ;
- Développer nos capacités logistiques terrestres, ferroviaires, maritimes et aériennes pour être maître dans notre marché et agir comme premier fournisseur de produits manufacturés et de valeurs ajoutés en Europe et aux Amériques ;
- Accélérer le Chantier de la monétisation de notre dette africaine ;
- Sortir de la dépendance alimentaire des importations qui engendre l'informel ;
- Maîtriser l'eau et accroître la spécialisation de l'agriculture des petits producteurs et de production de biens essentiels ;
- Diversifier les produits échangés et développer des bourses africaines de matières premières pour coordonner entre pays dans la vente et le commerce intra-africain ;
- Renforcer la valeur ajoutée, notamment en transformant les matières premières en produits finis ou semi-finis ;
- Renforcer l'information sectorielle afin de combler le manque de visibilité des opérateurs économiques.

Gouvernance politique et intégration africaine

- Forger une puissance humaine et des talents capables de tirer les meilleurs bénéfices des ressources naturelles. Ce qui requiert de :
 - Investir pour le futur – Education, Santé, Protection Sociale- pour gagner la course de l'innovation des chaînes de valeur de demain ;
 - Mettre la jeune fille et la Femme Africaine au cœur du chantier de la transformation ;
 - Gagner la digitation de nos langues et transactions, et la légitimation des pouvoirs locaux et traditionnels ;
 - Avoir une stratégie proactive d'utilisation des talents de la diaspora africaine- Lancer une initiative 5 heures pour l'Afrique ;
 - Monter un Fonds pour labéliser et inscrire toutes les inventions africaines au nom de l'Afrique ;
- Définir clairement notre propre vision politique, articulée sur des programmes de développement social ;
- Développer l'ambition politique de transcender le simple cadre de conception pour enfin aller vers l'offensive, tout en esquivant les courants endogènes et exogènes qui entravent le développement du continent ;
- Une plus grande visibilité de la stratégie pour permettre aux populations de se la réapproprier ;
- Varier les cadres de partenariat pour réduire la vulnérabilité du continent face aux puissances extérieures ;
- Alignement entre une vision à haut niveau et les stratégies des acteurs dans les différents secteurs ;
- Renforcer les échanges en matière de formation en Afrique pour créer un sentiment panafricain ;

- Contrôler la machine médiatique pour maîtriser le narratif ;
- Impulser une révolution culturelle à travers une construction silencieuse et efficace d'une conscience africaine nourrie, pour que les Africains puissent exercer pleinement leur dignité, à l'instar de tous les autres peuples du monde ;
- Surmonter les handicaps structurels ;
- La démondialisation et l'endogénéisation qui passent d'abord par la décolonisation des esprits ;
- Réinventer l'éducation en Afrique en bâtissant une éducation enracinée dans nos meilleures valeurs de civilisation qui promeuvent la science, la technologie et l'innovation et portée à la construction d'un développement durable, dans une société équitable, inclusive, solidaire et participative et dans laquelle les individus et les communautés vivent leur bien-être ;
- Mettre en place un dispositif normatif collectif qui encadre l'exploitation des données personnelles ;
- Retenir la Gouvernance et la solidarité productive comme les filtres de toutes nos actions ;
- Se départir des tendances souverainistes et constituer un seul bloc pour pouvoir rayonner sur la scène internationale ;
- Briser les égosystèmes pour créer des écosystèmes propices au développement d'une intelligence collective ;
- Rompre d'avec les non choix en ce qui concerne le projet d'intégration africaine et l'approche – pour un panafricanisme qui produit des résultats ;
- Rompre d'avec les non choix entre patriotisme économique national, préférence régionale et préférence africaine ;
- Rompre d'avec les projections idéalisées dans l'avenir : l'Afrique d'aujourd'hui limite les options pour l'Afrique de demain (qualité du leadership politique, systèmes politiques, impasses démocratiques, capacités des États, capital humain) ;
- Recentrer l'Union africaine sur les questions réellement stratégiques (les rapports de forces avec les autres régions du monde – la rationalisation des ressources pour les projets les plus coûteux et stratégiques).

BIOGRAPHIES

BIO



Mamadou Lamine BA

Economiste industriel

Economiste Industriel de formation, **M. MAMADOU LAMINE BA** est le Directeur Environnement des Affaires à l'APIX. Avant de rejoindre cette institution, en 2011, M. Ba a occupé diverses fonctions dans plusieurs organisations publiques internationales et nationales (UNESCO, PNUD, ONUDI, Direction de l'Environnement, CRES, CREA) et dans des sociétés privées (SANTINA Group, OASIS Group, COSEER).

Parmi ses publications, Race to the Next Income Frontier : How Senegal and other low income countries can reach the finish line, un ouvrage collectif édité par le FMI, en 2018. Il a également mené des travaux de recherche sur la détermination du consentement à payer pour accéder à des services essentiels comme l'eau, l'éducation, l'électricité et les parcs et réalisé des études de références d'élaboration de plans stratégiques « Business Plan ».

Il a les certifications d'institutions de référence comme HEC Paris dans le domaine du Management et de leadership, Havard Kennedy School en "Driving Government Performance" et l'Institut de la Banque Mondiale dans le domaine des PPP et de la conduite des politiques publiques. Dans son engagement au service de la communauté, M. Ba est le Directeur Exécutif de MeetinAfriKa, association à but non lucratif qui promeut la valorisation du savoir-faire africain et la culture de l'investissement privé.

BIO



Mamadou KANE

Consultant/Formateur en tourisme et culture

MAMADOU est Consultant/Formateur en tourisme et culture et enseignant des universités et écoles supérieures du Sénégal, dans la Filière tourisme de l'Université de Thiès, Section métiers du patrimoine à l'UGB, tourisme et loisirs à l'Institut Supérieur d'enseignement Supérieur ISEP de Thiès où il est en train d'implanter une formation en Management des produits et services culturels.

Historien de formation spécialisé en égyptologie, il est gestionnaire du patrimoine culturel formé à l'université Senghor d'Alexandrie en Égypte. Secrétaire général de l'association des acteurs du tourisme culturel et religieux, il pilote le comité scientifique du COMPACT YAATAL le collectif des PME / TPE et des acteurs de la chaîne de valeur tourisme. Il est aussi ancien directeur de cabinet du maire de la ville de Thiès et Président du comité de pilotage des 2 premières éditions du Festival Kaay Thiès et organisateur à Thiès avec la CACSEN de la commémoration du cinquantième du Festival Mondial des Arts Negres de 1966.

Il est l'auteur du livre "Lueurs d'Alexandrie."

BIO



Dr Cheikh GUEYE

Géographe

DR. CHEIKH GUEYE est docteur en géographie de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg. Il a travaillé depuis plus de 30 ans comme chercheur sur l'articulation entre les religions, les territoires, et les identités dans le contexte de la mondialisation en prenant comme exemple principal la confrérie Mouride au Sénégal et d'autres ordres religieux.

Il est actuellement chercheur en charge de la prospective et de la stratégie au Secrétariat exécutif d'Enda Tiers Monde. Il y a initié et coordonné des programmes sur des problématiques diverses, et également contribué au renforcement d'un discours alternatif sur le développement, notamment par l'économie sociale et solidaire. Il est le Secrétaire Permanent de l'initiative continentale Rapport Alternatif sur l'Afrique (RASA) qui met en relation des institutions intergouvernementales de recherche, des think tank, des ONG panafricaines, des dizaines de chercheurs et intellectuels africains, etc. sur plus de 10 pays pour produire un Rapport pour l'Afrique et par l'Afrique et contribuer à récupérer la souveraineté conceptuelle sur la pensée du développement du continent africain.

Il est le Secrétaire Général d'ONGIS, plateforme regroupant une trentaine d'ONG internationales basées au Sénégal.

BIO



Abbe Alphonse NDOUR

Prêtre

ABBÉ ALPHONSE est triplement diplômé en théologie, en juridiction et en philosophie au Grand Séminaire de Brin et de Sébikhotane.

Prêtre de l'archidiocèse de Dakar, il est, depuis 2015, le curé de la paroisse Saint Paul de Grand Yoff. Il est également un vicaire épiscopal. De 2012 à 2017, il a été à la tête de Caritas Dakar, une ONG qui travaille dans la gestion des catastrophes naturelles, les œuvres de charité et le top management de projets de Développement. C'est aussi un ancien Directeur des Œuvres catholiques de Dakar.

BIO



Ibrahima Nour Eddine DIAGNE

Expert en numérique

IBRAHIMA est l'Administrateur Général de GAINDE 2000 et le Président de l'African Performance Institute, un groupe de réflexion et d'animation panafricain destiné à la promotion du numérique.

Il est expert du Centre des Nations Unies pour les Transactions Electroniques (UN/CEFACT). Titulaire d'un MBA et d'un M. Sc de HEC Montréal et de HEC Paris, il est titulaire d'un certificat de la Stanford University Graduate School of Business sur la gestion de la transformation et le leadership.

Il est membre du conseil d'administration de l'Université Assane Seck de Ziguinchor et du conseil pédagogique de l'Université virtuelle du Sénégal. Il est très porté sur les questions économiques et géopolitiques et se définit comme panafricaniste doublé d'une passion pour la réussite des jeunes africaines.

BIO



Isiba Koba ASSOU

Experte en Audit et Finances d'entreprise

ISIBA est titulaire d'un Master 2 en Audit et Finances d'Entreprise, d'une certification en Gestion Axée sur les Résultats des Programmes Publics (IDEA/LAVAL), d'un DEA en Finance et Contrôle de Gestion à la FASEG/UAC, et d'une certification en gestion des risques financiers et opportunités liés aux changements climatiques.

Coach en Responsabilité Sociale et Sociétale des Entreprises et des organisations, elle met l'efficacité et l'efficience au cœur de toutes ses actions.

Sa vision : Le bien-être durable des peuples en Afrique". Et pour y arriver, mobiliser et engager une foule de femmes pour contribuer à l'atteinte des ODD en Afrique.

BIO



Dr. Gilles Olakounlé YABI

Analyste politique et économiste

Analyste politique et économiste, **GILLES OLAKOUNLÉ YABI** est le fondateur et le président du think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest (WATHI). WATHI se définit à la fois comme un laboratoire d'idées et un mouvement citoyen transnational.

Gilles Yabi a travaillé pendant sept ans comme analyste politique principal (2004-2008) puis comme directeur du Bureau Afrique de l'Ouest (2011-2013) de l'International Crisis Group, une organisation internationale non gouvernementale qui œuvre pour la prévention et la résolution des conflits armés. Il a travaillé sur la plupart des crises politiques et des conflits en Afrique de l'Ouest, de la Côte d'Ivoire aux pays du Sahel en passant par la Guinée, la Guinée-Bissau et le Nigeria.

Titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'université de Clermont-Ferrand (France), Gilles Yabi a également été journaliste à l'hebdomadaire Jeune Afrique (2003-2004). Après avoir quitté ses fonctions à l'International Crisis Group en novembre 2013, il a été consultant indépendant dans les domaines de l'analyse des conflits, de la sécurité et de la gouvernance politique en Afrique de l'Ouest, tout en travaillant à la création du think tank citoyen WATHI.

BIO



Amina DIAGNE

Experte en Gestion des risques

AMINA est titulaire d'un Master en gestion des risques dans les pays du Sud de Sciences Po Bordeaux.

Elle a été pendant 4 ans dans le département Conseils de KPMG au Sénégal et à Montréal et 7 ans comme Directrice Commerciale puis associée de SOLID, partenaire Gold Microsoft et fondateur de la plateforme de vente et streaming de musique MusikBi, partiellement acquise par AKON.

BIO



Pr. Mary Teuw NIANE

Mathématicien

PR MARY TEUW NIANE est un mathématicien spécialisé en équations aux dérivées partielles, contrôle des systèmes distribués et modélisation. Professeur titulaire de classe exceptionnelle, il a encadré une trentaine de thèses de doctorat dans cette discipline. Également membre de l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal, il jouit du titre de Commandeur dans l'Ordre international des Palmes académiques du CAMES.

Depuis le 06 mai 2020, Pr NIANE occupe le poste de Président du Conseil d'Administration de la Société des Pétroles du Sénégal Holding SA (PETROSEN Holding SA), après avoir été Recteur de l'Université Gaston Berger de Saint Louis du Sénégal, puis Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du 29 octobre 2012 au 5 avril 2019. Ancien Président du Comité technique spécialisé éducation, science et technologie de l'Union africaine, il a aussi été Président du Conseil d'Administration du PASET, Président du Comité des Directeurs de l'ADEA et Coordonnateur Afrique de l'Ouest de African Millenium Mathematical Science Initiative.

Il est titulaire de plusieurs distinctions nationales, africaines et internationales et compte à son actif un nombre important de publications mathématiques qui portent principalement sur l'analyse fonctionnelle, l'EDP, les singularités, la contrôlabilité exacte et la contrôlabilité approchée.

BIO



Insa TOURE

Expert en Social Media

ISSA TOURE est un entrepreneur et Expert en Social Media. Il a eu à coordonner différents projets digitaux sur plusieurs pays francophones.

Issa dispose d'une expérience solide et depuis plus de dix ans dans le domaine du numérique adapté principalement au contexte africain.

Il est Cofondateur de AZERTY, une agence de marketing digitale basée à Dakar, détient un diplôme d'ingénieur informatique et en Science Politiques.

BIO



Elias W. BA

Consultant en Intelligence artificielle

ELIAS W. BA, 27 ans est consultant en intelligence artificielle, social entrepreneur et enseignant. Diplômé d'une licence en mathématique et informatique à l'université Assane Seck de Ziguinchor et d'un master en Business Intelligence à l'université Cheikh Anta DIOP de Dakar, il a grandi et fait tout mon cursus scolaire au Sénégal. Actuellement, il est le responsable du service Données & Intelligence à la compagnie aérienne Air Sénégal SA et professeur d'intelligence artificielle à coursera (la plus grande plateforme d'apprentissage en ligne au monde avec plus de 64 millions d'étudiants et plus de 200 universités - <https://www.coursera.org/>). Il intervient aussi dans des universités Sénégalaise.

Passionné de son domaine, il est le fondateur et président de l'association GalsenAI (<https://twitter.com/galsenai>). Une communauté de plus de 2000 membres composés de chercheurs, d'étudiants, d'entrepreneurs et de professionnels évoluant dans le domaine de l'intelligence artificielle au Sénégal et à l'étranger. Il vient de lancer ma startup, Neograph, qui offre des services dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la data.

BIO



Alioune Badara PAYE

Ingénieur géologue

Ingénieur Géologue de formation ayant fait ses débuts à PETROSEN en 2006, il a été avec Randgold en 2007 puis Sabodala Gold où il a occupé différentes fonctions telles qu'ingénieur de production, ingénieur de la planification à court terme et moyen terme à la mine d'or de Sabodala à Kédougou de 2008 à mi-2012.

Ensuite employé par les ICS en tant que Chef de la Subdivision Géomatique, il a rejoint fin 2013 Grande Cote Operations (GCO) en tant d'ingénieur senior en charge de la planification à la mine de Diogo pour l'exploitation du zircon et autres minéraux lourds.

Actuellement Secrétaire Permanent adjoint du CN-ITIE Sénégal qu'il a rejoint depuis Août 2015, il est responsable de l'analyse des données relatives aux industries extractives et du renforcement des capacités du Comité national et des parties prenantes en matière de collecte, de production, d'analyse et de diffusion de données relatives au processus ITIE.

BIO



Elhadji Ahm Demba BA GAHN

Expert en Entrepreneuriat

Passionné par le développement du leadership et de l'entrepreneuriat chez les jeunes, **EL HADJI** est diplômé en Management des Organisations de l'Institut Supérieur Africain de Formation avec plus de 10 ans d'expérience dans le développement des programmes en Entrepreneuriat.

Il a eu à travailler avec divers Organisations Non Gouvernementales au Sénégal dans le management et l'implémentation des programmes en entrepreneuriat. Il fut Chargé de Programme chez Synapse Center, il a eu après gérer l'incubateur de ladite organisation étant Catalyst pendant deux ans. Il a travaillé comme Business Developer en Afrique de l'Ouest pour MakeSense avant de rejoindre Positive Planet International comme Expert Entreprise dans le projet « Oser Entreprendre » financé par l'Union Européenne.

El hadji est bénévole et s'engage durant ces temps libres dans la Vie Associative avec les Mouvements de Jeunesse du Sénégal. Il est par ailleurs fondateur de la plateforme Union Citoyenne pour le Développement dénommé "UCD" qui regroupe en son sein (14 organismes communautaires de base) et qui a pour mission d'encadrer et de promouvoir l'autonomisation économique des jeunes du Sénégal.

BIO



Lamba KA

Spécialiste de l'entrepreneuriat social

Communicante passionnée des TIC, **LAMBA** est spécialisée dans les domaines de la communication et de l'entrepreneuriat social. Jusqu'en 2014, elle travaille avec plusieurs agences de communication au Sénégal ainsi qu'au sein de certains médias en tant que journaliste. Très préoccupée par l'éradication de la corruption en Afrique, particulièrement au Sénégal, Lamba cofonde SENEGEL (Senegalese Next Generation of Leaders) en 2016, une plate-forme ayant pour objectif de promouvoir la transparence et de lutter contre la corruption au Sénégal, et participe en janvier 2018 à une formation sur la lutte contre la corruption dans la région du Sahel dispensée par le bureau de l'UNITAR à Hiroshima.

Lamba obtient en 2017 la bourse Mandela Washington et étudie le business et l'entrepreneuriat à l'Université de Notre Dame durant 6 semaines et renforce son esprit d'entreprise.

Elle est actuellement chef de projet, Responsable de l'incubateur chez makesense West Africa. Elle a cofondé Women'incub un incubateur 100% femmes en banlieue dakaroises et zones rurales afin de donner à l'entrepreneuriat féminin un coup de pouce dans la formalisation et la suppression des barrières linguistique.

BIO



Dr. Alioune GUEYE

L'Afrique qui ose

ALIOUNE GUEYE crée en 1999 le Groupe AFRIQUE CHALLENGE, l'Afrique qui ose ! à Casablanca, pour offrir aux entreprises et institutions publiques et privées africaines un espace de renforcement des capacités des dirigeants et du middle management, du secteur privé comme du public, mais aussi de mutualisation d'expériences. Les activités du Groupe sont structurées autour de quatre métiers : le conseil en management, le renforcement des capacités, la maîtrise médicalisée des dépenses de santé, et l'édition.

Chaque année, le groupe organise un forum des dirigeants à la Sorbonne, mais aussi plusieurs forums interafricains dans toutes les fonctions du management en Afrique, en Europe et en Asie. En 2009, à la faveur de la célébration du cinquantenaire, le forum de dirigeants a été délocalisé à Kuala Lumpur. Depuis, le Groupe organise annuellement quatre voyages d'études en Asie du Sud-est ainsi qu'un master class annuel dédié à la « Diplomatie Economique » pour les décideurs gouvernementaux africains, notamment, en plus de missions plus ciblées d'accompagnement. En 2012, le Groupe a lancé une revue African Business Journal dédiée à l'entrepreneuriat et à l'entreprise africaine. Aujourd'hui cette revue trimestrielle, qui fait la part belle aux Business Case et recueille les réflexions de dirigeants du continent est adressée directement à 3500 dirigeants. Un an plus tard, il crée en association Next Generation Entrepreneurship (NGE), qui organise Hub AFRICA la première plateforme dédiée aux entrepreneurs, investisseurs et PME africains.

Partisan d'une accélération des échanges Afrique/Asie, il crée en 2014 à Singapour une structure de catalysation des échanges Afrique /Asie : African Business International. Celle-ci organise des voyages d'études et master class, et édite une revue d'intelligence économique Asia Africa Business Review. Docteur en Sciences de Gestion de l'Université de la Sorbonne, Alioune GUEYE est marié et père de deux enfants.

BIO



Mamadou NDOYE

Expert de l'éducation

M. NDOYE a travaillé pendant plus de 40 ans dans le secteur de l'éducation. Durant sa carrière, M. Ndoye a exercé plusieurs fonctions. D'enseignant du primaire, puis du secondaire et du supérieur, il est devenu successivement inspecteur de l'éducation, Ministre de l'Alphabétisation et des Langues Nationales et Ministre de L'éducation de Base et des Langues Nationales au Sénégal. M. Ndoye s'est aussi impliqué activement dans le champ de l'éducation aux niveaux africain et international où il a occupé les fonctions de membre de conseil d'administration de plusieurs institutions internationales, notamment de l'Institut de la Banque mondiale de Washington (WBI), de l'Institut de l'UNESCO pour l'Education de Hambourg (UIE) et du Bureau International de l'Education de Genève (BIE). Il a été également Vice-président de la Fédération Internationale des Syndicats d'Enseignants responsable de la Région Afrique, Coordinateur de l'Initiative Spéciale de l'ONU pour l'Afrique au sein de la Banque mondiale et Secrétaire Exécutif de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

M. Ndoye a participé, en tant qu'expert, à l'élaboration de programmes de développement de l'éducation dans plusieurs pays africains, notamment pour les programmes d'accélération des 25 pays d'Afrique les plus en retard en matière de scolarisation en fin 1990 et début 2000.

Encore récemment, M. Ndoye a été impliqué dans plusieurs rencontres internationales de haut niveau en tant que conférencier, keynote speaker, (Rencontre Internationale sur l'Agenda post-2015 organisée en mars 2013 par l'UNESCO, Rencontre mondiale des ONG sur les objectifs d'éducation en 2030 à Incheon en mai 2015...) ou comme coordonnateur technique (Triennale de l'ADEA en 2012 et 2017, Rencontre sous-régionale en juin 2013 de « The Learning Metrics Task Force » de Brookings Institute, Colloque du Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) en 2014,...). Les services qu'il a rendus au développement de l'éducation ont été internationalement reconnus par l'UNESCO qui lui a décerné la récompense la plus prestigieuse dans le domaine de l'éducation, la médaille Comenius.

BIO



Oumy Regina SAMBOU

Journaliste

OUMY RÉGINA SAMBOU est titulaire d'un Master II en Informations et communication à l'Université Paul Verlaine de Metz UFR Sciences Humaines et Arts et étudiante actuellement en Master II à l'Institut Supérieur des Arts et de la Culture (ISAC/UCAD) de Dakar.

De retour au Sénégal après ses études, elle est journaliste reporter présentatrice à la Radio Sud FM pendant huit ans. En 2016, elle est lauréate du Deuxième prix de la critique d'art de la Biennale de Dakar suite à un article publié sur son blog beutoureg.blogspot.sn.

Depuis 2017, elle s'adonne à ses passions la culture et l'écriture à travers la plateforme panafricaine « Africulturelle » dont elle est la fondatrice et l'éditrice. Aujourd'hui, en plus du site d'informations culturelles, AfriCulturelle est aussi une agence de communication qui offre plusieurs services liés à la communication et à l'organisation d'événements. Oumy Régina Sambou est également présidente de l'Association de la Presse Culturelle du Sénégal, de la trésorière du Réseau des Journalistes pour le Programme Régional de Développement de la Culture de l'UEMOA et membre du Réseau des Blogueurs du Sénégal.

Engagée pour la cause des femmes, elle est chargée de communication du Ladies Club, une plateforme en ligne qui milite pour l'autonomisation des femmes et le développement de l'entrepreneuriat féminin. Son dynamisme associatif lui a permis de participer à plusieurs programmes d'échanges dont l'international Visitor Leadership Program" du département d'État américain, celui du Goethe Institut organisé par l'état allemand entre autres.

BIO



Dr Ousmane CISSE

Ingénieur géologue

DR CISSE a été Directeur des Mines et de la Géologie du Sénégal de 2011 à 2019. Il a également été Conseiller Technique Spécialiste du Projet Régional du PNUD – Afrique pour le Développement des Capacités pour la Négociation et la Régulation des Contrats d'Investissement. Il a développé et dirigé le cours régional de African Institute for Economic Development and Planning à Dakar sur la politique minière et la négociation de contrat destinés aux hauts fonctionnaires, parlementaires et membres de la société civile d'Afrique.

Aussi, il a contribué auprès de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies aux travaux du Groupe International d'Etudes chargé de la revue des lois et politiques minières en Afrique et comme assistant de recherche pour le compte de Oxford Policy Management dans le cadre de l'étude "Minerals Taxation : A review of issues and challenges in the design and application of minerals taxation regimes (2007).

Aussi, il a servi comme expert national dans le cadre de l'élaboration de la Directive de la CEDEAO sur l'harmonisation des principes directeurs et des politiques dans le secteur minier. Il est membre du Conseil consultatif du projet « Dialogue stratégique sur les matières premières durables pour l'Europe » (STRADE).

Dr. CISSE est Ingénieur géologue, certifié en PME-PMI, diplômé d'un MBA en Management et d'un Master of Laws (LL.M) – Mineral Law & Policy.

Le thème de recherche de Dr. CISSE porte sur l'évolution du droit et des contrats miniers au Sénégal de 1810 à nos jours.

Actuellement, il occupe les fonctions de Conseiller Technique du Ministère des Mines et de la Géologie.

BIO



Souleymane AGNE

Entrepreneur agricole

Révolutionnaire, **SOULEYMANE AGNE** est un entrepreneur « vert ». Agronome de formation qui couvre la quasi-totalité de son domaine ; de la formation jusqu'à l'exécution d'un projet agricole en passant par les volets : technique, économique et solidaire inhérents au développement de l'activité agricole en Afrique. Entrepreneur à l'ère de la technologie, il initie plusieurs projets agricoles tels que :

NAATANGUÉ : Projet à fort impact social, Naatangué propose une méthode innovante, combinant trois activités que sont : l'aviculture (production de fiente pour la culture), l'agriculture et l'apiculture (qui assure la pollinisation des plantes), en vue d'améliorer et intensifier les rendements Agricoles. Par ailleurs, l'approche devrait permettre, à terme, de sensibiliser les populations contre l'abus des pesticides, d'enrichir naturellement les sols, de consommer des produits sains.

FRAISEN : qui est l'une des rares startups qui s'investit dans la production et la commercialisation de la fraise bio en Afrique de l'Ouest. Souleymane a initié cette culture pour relever le défi de la production de la fraise bio au Sénégal et inciter les jeunes à s'intéresser aux cultures rares et à fort valeur ajoutée comme le cacao, la fraise, la pomme etc. Il lance ainsi la première entreprise de production de fraise bio au Sénégal et développe la marque « FRAISEN ». Il lance le 20 avril le premier réseau panafricain de producteurs de fraise pour valoriser le made in Africa. Alumni de Synapse Center, Souleymane a bénéficié du programme Promesse Sénégal.

BIO



Yacine YADE

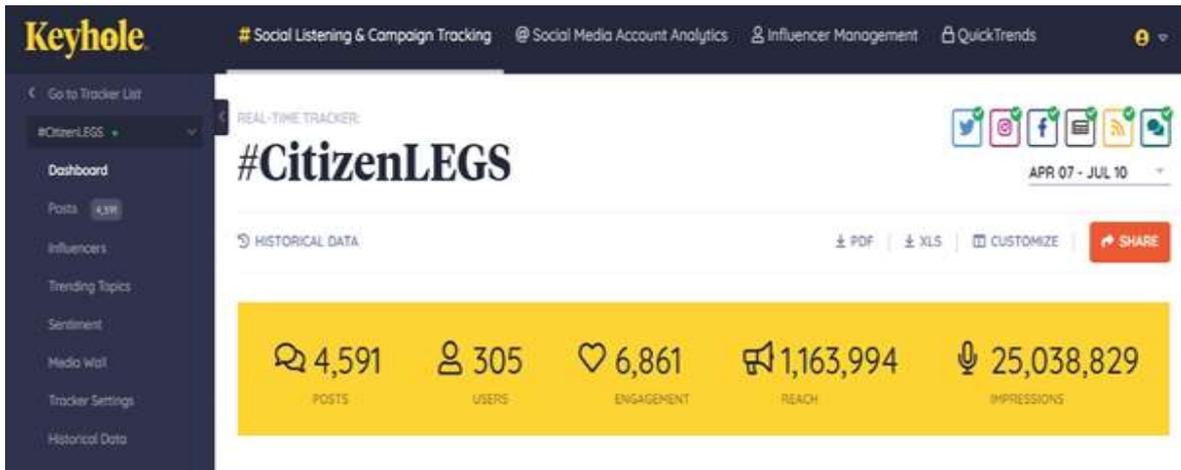
Entrepreneure agricole

YACINE, 25 ans, est titulaire d'un bachelor en agronomie et agrobusiness. Entrepreneure agricole, elle est la présidente fondatrice de la structure Femmes Agronomes du Monde (F.A.M) qui est une initiative pour l'autonomisation des femmes. Elle travaille avec plusieurs groupements de femmes un peu partout au Sénégal mais aussi dans d'autres pays africains comme le Mali. Au sein de FAM, elles font la production et la commercialisation des produits agricoles comme les thés à base de Moringa, du miel pur, des packs de fruits et légumes, des huiles essentielles comme l'huile de baobab (Bouye), huile de Moringa (Neebeday), mais aussi elles accompagnent les groupements dans l'écoulement de leurs produits. Elles promeuvent le consommer local "produisons ce que nous consommons mais aussi consommons ce que nous produisons". Elles organisent aussi des journées de sensibilisation sur bonnes les habitudes culinaires et l'alimentation bio et des formations sur les plantes aromatiques (mélisse, fenouil, romarin) et en agronomie et agrobusiness. Elles font également des aménagements d'espace vert et du micro jardinage.

Yacine est aussi la directrice de publication de FAM magazine, une revue qui parle de l'actualité agricole. Membre du réseau des Jeunes professionnels pour la recherche et le développement de l'agriculture (YPARD SN), elle est la présidente du Réseau des Jeunes Agripreneurs d'Afrique (RJAA).

ANNEXES

Données des évaluations en ligne



Social Media Post Types

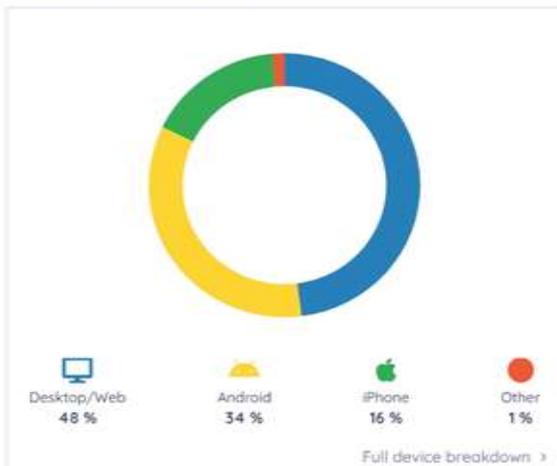


Once users in this audience provide more public data, we will show you top sites mentioning this term.

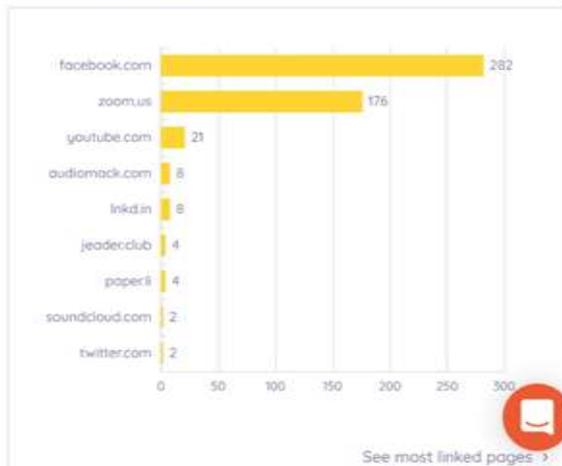
Only visible to you and your team members

[LEARN MORE](#)

Top Devices and Apps



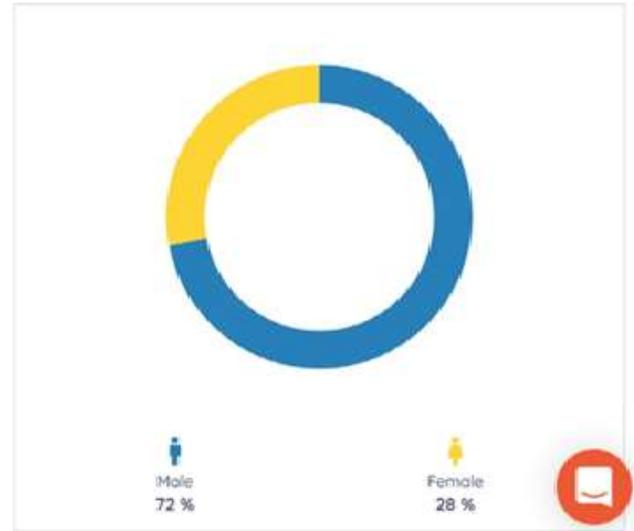
Most Linked Websites



Location ?



Gender ?



Related Topics ?



Sentiment ?



Top Posts ?

Most Engaging Most Recent

	@ABG_49 Jul 5 0 retweets 0 likes
RT @Managersprod: Nous avons retenu jeudi passé de Alioune 2 leçons à propos de la participation des entreprises dans l'effort de guerre #c...	
	@Roxayad1 Jul 4 0 retweets 0 likes
RT @Managersprod: Nous avons retenu jeudi passé de Alioune 2 leçons à propos de la participation des entreprises dans l'effort de guerre #c...	
	@Managersprod Jul 4 2 retweets 2 likes
Nous avons retenu jeudi passé de Alioune 2 leçons à propos de la participation des entreprises dans l'effort de guerre #contrecovid19: • Intelligence collective : nous...	

Influential Users ?

Most Engaging Most Frequent

@imajeoder 4,422 Followers 241 Tweets	@citizenlegs 92 Followers 114 Tweets	@roxayad1 1,610 Followers 74 Tweets
@mafantadiallo 9,470 Followers 45 Tweets	@ndyeabsagni... 5,125 Followers 22 Tweets	@diorbirima 37,811 Followers 10 Tweets
@elimoneh 3,568 Followers 10 Tweets	@khadidiatouf... 9,067 Followers 8 Tweets	@afeddab 29 Followers 5 Tweets

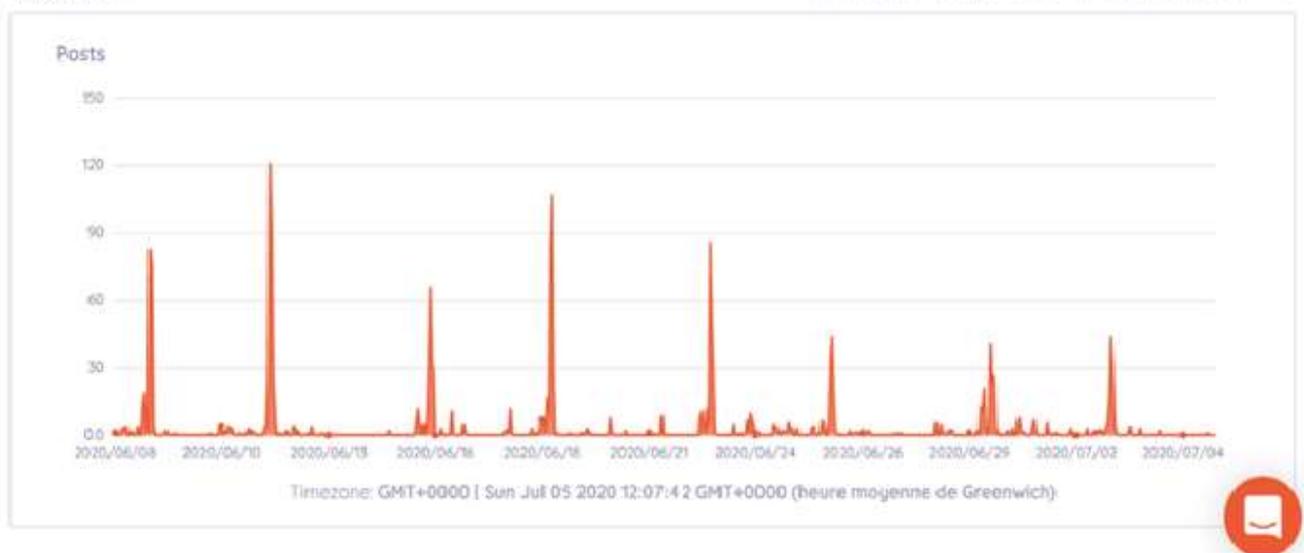
Top Posts

Most Engaging	Most Recent
 <p>Instagram Account Jun 29 54 ❤️ 4 🗨️</p> <p>Pour ce webinar #citizenlegs, ns recevons Mme Oumyregino et M. Momadou KANE pour des échanges autour de l'impact de la #covid19 sur le #tourisme et ls...</p>	
 <p>@KhadidiatouFSAM Jun 11 15 🗨️ 41 ❤️</p> <p>Va t-on baser notre existence sur une recherche effrénée des plaisirs ? Cette #covid19 est une épreuve, une opportunité de se rappeler Dieu et suivre ses prescription...</p>	
 <p>@imajeader Jun 22 13 🗨️ 15 ❤️</p> <p>Quels impacts de la #covid19 sur l'intégration africaine ? Quelles menaces ou opportunités ? Nous en parlons dans moins de 2 heures dans le webinar @CitizenLegs avec D...</p>	

Influential Users

Most Engaging	Most Frequent
<p>@oumyregi... 16,267 Followers 26 Avg Engagements</p>	<p>@abdourami... 27,483 Followers 22 Avg Engagements</p>
<p>@mynadiagne... 1,977 Followers 13 Avg Engagements</p>	<p>@diorbirima... 37,811 Followers 12 Avg Engagements</p>
<p>@senegallead... 1,009 Followers 12 Avg Engagements</p>	<p>@legs_africa... 495 Followers 12 Avg Engagements</p>

Timeline



Keyhole

[# Social Listening & Campaign Tracking](#)
[@ Social Media Account Analytics](#)
[👤 Influencer Management](#)
[📊 QuickTrends](#)

Go to Tracker List


JUN 08 - JUL 05

REAL-TIME TRACKER: #CitizenLEGS

HISTORICAL DATA PDF XLS CUSTOMIZE SHARE

1,827	131	2,560	572,406	9,326,083
POSTS	USERS	ENGAGEMENT	REACH	IMPRESSIONS

#CitizenLegs

CONFÉRENCE EN LIGNE

TOUS LES LUNDI ET JEUDI

ZOOM



FACEBOOK LIVE



LIVE

Merci !



Président Pedro
PIRES



Pr Abdoulaye
BATHILY



Honorable Zeinab
CAMARA



Thierno S.
NIANG



Mamadou L.
BA



Abbé Alphonse
NDOUR



Dr Cheikh
GUEYE



Isiba S.
KOBASSOU



Amina
DIAGNE



Ibrahima Nour E.
DIAGNE



Issa
TOURE



Elias W.
BA



Oumy Regina
SAMBOU



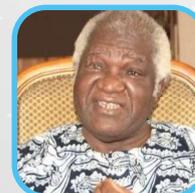
Mamadou
KANE



Alioune
GUEYE



Pr May Teu
NIANE



Mamadou
NDOYE



Dr Gilles O.
YABI



El Hadji Ahm D.
BA GAHN



Lamba
KA



Ousmane
CISSE



Alioune B.
PAYE



Souleymane
AGNE



Yacine
YADE

ET À BIENTÔT POUR LA SAISON 3 ...

PARTENAIRES



#CitizenLegs

